

Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 46 (1973)

Heft: 5

Artikel: L'École d'architecture de Genève ouvre un dossier : la crise de l'architecture et des écoles d'architecture

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-127482>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'Ecole d'architecture de Genève ouvre un dossier: la crise de l'architecture et des écoles d'architecture

36

Le Service d'information de l'EAUG (Ecole d'architecture de l'Université de Genève) ouvre ici un dossier. D'emblée il prie le lecteur de bien vouloir considérer ce dossier comme non exhaustif et non définitif. Il ne peut dans ce cadre que donner les éléments d'une information sur l'EAUG que nous comptons traiter et expliciter, au courant de l'année, non seulement à l'intérieur de l'Université, mais aussi à tous ceux qui sont concernés à l'extérieur. Dans ce texte nous commencerons par présenter quelques raisons de la crise de l'architecture et des institutions universitaires et polytechniques qui dispensent son enseignement.

Puis, dans les grandes lignes, comment l'EAUG a vécu cette crise et les moyens mis en œuvre pour qu'elle survive à chaque fois, à travers un rapide historique. Enfin les caractéristiques de l'EAUG aujourd'hui, les aspects positifs et négatifs de sa situation.

De plus, nous donnerons la «parole» à des étudiants d'un groupe de recherche (le groupe «anarchitecte») qui reprendront notre exposé en le développant selon leur compréhension du développement de la ville et de l'architecture, de la situation de la profession d'architecte, et, enfin, de la dynamique des groupes et institutions dans la production et à l'EAUG en particulier (didactique architecturale). Les hypothèses que ces étudiants développent dans leur exposé n'engagent en rien la responsabilité de l'EAUG, mais participent du droit à la «liberté d'expression» et de celui à la «liberté académique».

I. Hypothèses critiques sur la profession et ses relations avec la réalité urbaine et l'enseignement

La profession, organisée d'une manière corporative, malgré les tentatives du mouvement moderne, n'est capable de résoudre ni les problèmes de l'architecture ni les problèmes de la ville, c'est-à-dire d'aboutir à des réalisations satisfaisantes par rapport aux besoins réels de la société.

- Les problèmes de la ville et de l'architecture ne sont pas que des problèmes techniques et formels, comme bien souvent la profession l'envisage et le laisse entendre. L'architecture embrasse une réalité socio-économique complexe.
- Une théorie fondamentale, comme base scientifique sous-jacente, est actuellement encore absente de presque toute intervention architecturale.

- Le pragmatisme étroit de la profession fait que celle-ci répond d'une manière simpliste à des besoins sociaux «abstraits», tout en se réfugiant derrière des valeurs faussement esthétisantes.

Le résultat est que l'architecture cautionne des crises: celle du logement, des équipements sociaux, du transport, de la pollution, etc., parce qu'elle s'érige en abstraction, par son indifférence à l'environnement écologique, aux sites topographiques, à la dimension temporelle, aux particularités des cultures locales, aux rapports socio-économiques, aux besoins «réels» des hommes et surtout à la manière de les satisfaire (ce qui caractérise un moment historique donné). A des besoins types, elle répond universellement par des solutions types.

La prise de conscience de ces problèmes et de cette réalité à l'intérieur des différentes écoles a engendré une crise pour deux raisons:

1. Le manque de moyens culturels (sous-développement des sciences humaines et appliquées en architecture) et matériels (insuffisance des équipements) pour parer à cette situation, et l'obstacle de l'arrière-garde architecturale du type beaux-arts ou technocratique, qui, regroupée dans ses corporations, entend se substituer à l'Université en matière d'enseignement pour préserver ainsi ses propres intérêts et privilèges.
2. L'opposition répétée des institutions face à l'inévitable politisation de la prise de conscience de cette crise dénote cette conséquence de l'héritage culturel et épistémologique du matérialisme dialectique, à savoir que la *réalité architecturale* colle à la *réalité politique*; conséquence qui se manifeste dans les mouvements sociaux, mouvements de locataires et de quartiers par exemple.

Ainsi la crise de l'enseignement de l'architecture à l'intérieur de l'école n'est rien d'autre que le reflet de la crise de l'architecture à l'extérieur de l'école.

II. Historique de l'EAUG

Quelques points fondamentaux des crises successives de l'EAUG en référence à la crise de l'architecture:

Depuis mai 68, rupture face à l'enseignement des beaux-arts, lequel n'était qu'une abstraction esthétisante et formaliste de l'architecture.

Rupture de la forme d'enseignement académique sclérosé, rigide et tentative d'ouverture vers de nou-

veaux enseignements, à travers une forme d'ateliers «verticaux» (regroupement d'étudiants d'années différentes), mais restant tributaires de la décision d'un chef d'atelier (relique de l'Ecole des beaux-arts).

Depuis mai 1971, rupture du lien fonctionnel qui liait strictement l'école à la profession, laquelle pratique et réalise principalement une conception technocratique de l'architecture évacuant les problèmes fondamentaux que celle-ci soulève.

Rupture de l'éducation «pédagogique» de l'Ecole professionnelle stricto-sensu et réajustement aux objectifs fondamentaux de l'Université.

Connaissance scientifique et recherche dans l'optique d'une didactique non directive. Remplacement des ateliers par une structure de groupe de recherche organisé verticalement, rassemblant enseignants et enseignés dans une relation didactique dialectique.

III. Deux contraintes fondamentales rencontrées par l'EAUG dans son développement historique

1. Rapports successifs théorie-pratique dans l'évolution des thèses sur l'architecture à l'EAUG. Difficultés de la mise en application pratique des «théories» architecturales en vue de les vérifier, difficultés relevant d'obstacles institutionnels et politico-économiques.
2. La politique comme élément séparé et de conformisme en matière d'enseignement. Séparation de la politique de l'enseignement (comme forme didactique) qui provoque une attitude conservatrice quelles que soient les différentes positions politiques.

IV. Quelques caractéristiques de l'EAUG dans sa situation actuelle

1. La spécificité recherchée par l'EAUG (en Suisse, par rapport aux départements d'architecture des Ecoles polytechniques) se manifeste par :
 - des enseignements dont le contenu n'est pas traité dans les autres écoles,
 - des enseignements existant aux Polys mais qui sont donnés à l'EAUG d'un point de vue et dans des objectifs différents,
 - la forme didactique de l'enseignement, qui diffère fondamentalement des Polys, et, qui permet un rapport enseignants-enseignés adéquat à la recherche,
 - un champ ouvert de connaissances qui peuvent être composées selon les motivations et objectifs de chaque groupe de recherche. Celui-ci permettant à la fois une investigation approfondie dans des domaines particuliers et une compréhension globale de l'architecture.

Pour ces raisons, l'EAUG existe, tant pour les contradictions qu'elle assume que pour les rapports internes et externes qu'elle développe.

2. Ces contradictions amplifiées par la situation locale ont entraîné jusqu'à aujourd'hui des problèmes de gestion (budget, locaux, équipements, financement des recherches...) qui restent bien en deçà des moyens disponibles pour d'autres facultés comme médecine ou sciences par exemple.

3. Les structures didactiques mises en place et approuvées par le Conseil d'Etat, si elles permettent d'éviter des implications négatives de certains enseignements obsolètes, devraient, dans la période d'expérience de trois ans accordée à l'école (dès 1972), aboutir notamment, après vérifications, au dépassement de ces obsolescences.

V. Problèmes communs à l'EAUG et à d'autres facultés

A titre d'exemple :

Le problème des limitations imposées à l'entrée des étudiants dans l'Université qui est en relation, d'une part, avec le financement général de l'Université et la régulation du marché du travail, d'autre part, aux problèmes financiers des étudiants (bourses, présalaires [?]). Un effet, à l'EAUG : celui de l'examen d'entrée réclamé aux diplômés des Ecoles techniques supérieures, malgré des dispositions didactiques prises à l'EAUG dans les nouvelles structures pour résoudre les problèmes relevant de la provenance différente des étudiants entrant à l'école. La transformation fondamentale de l'Université ne pourra se faire que si elle trouve des solutions aux impasses causées dans certains cas par des structures didactiques trop rigides et des enseignements obsolètes. La question, pour l'Université, est de savoir comment non seulement opérer des changements fondamentaux, mais aussi dans quels objectifs.

Service d'information EAUG

Présentation de l'exposé

Afin de situer historiquement l'intervention de l'EAUG dans la production de l'espace urbain, et des objets bâtis, nous allons tout d'abord décrire le développement de la ville et de l'industrialisation, dans le sens de la concentration économique et spatiale du capital et du travail, et de la centralisation politique et spatiale de la bureaucratisation dans l'Etat, administrateur du capital et donc de la ville. Puis nous développerons une hypothèse sur l'évolution des doctrines architecturales contemporaines à ce développement urbain, cela afin d'en démontrer la logique, qui va dans le sens de l'argumentation idéale de l'industrialisation du mode de production capitaliste, à travers trois moments tendanciels :

1. L'éclectisme : la forme architecturale est juxtaposée à la fonction technique (technique constructive et financière) qu'elle cache.
2. Le fonctionnalisme qui prétend définir la forme architecturale par la fonction (constructive, financière) à travers diverses argumentations : constructivisme, art nouveau, rationalisme, architecture organique...
3. Le mouvement des CIAM (Congrès internationaux d'architecture moderne), qui tente de définir et réduire les comportements sociaux urbains au moyen de fonctions formelles architecturales.

Ensuite, nous donnerons une explicitation de la situation actuelle de la profession de l'architecte, cela par rapport à son passé (culturel et doctrinal), le «mouvement moderne», et par rapport aux réponses qu'elle tente de

donner aux tendances de l'évolution économique contemporaine, qui met la profession face à une situation nouvelle. Enfin, par rapport à ces trois développements (ville, doctrine, profession), nous expliquerons la situation actuelle de l'EAUG :

Premièrement, nous expliquerons notre compréhension des relations didactiques et de la dynamique des groupes face à la bureaucratisation des institutions et à la typification des comportements sociaux urbains.

Deuxièmement, nous décrirons le contenu des recherches effectuées à l'EAUG, à travers notre compréhension de quelques orientations de travaux, que nous pensons fondamentaux par rapport au développement de la ville et de l'architecture.

Structuration de la ville industrielle

Nous allons donner une description de l'évolution de la ville dans l'histoire pour situer le moment actuel, celui de l'intervention architecturale du mouvement moderne, qui arrive après une série de « corrections » apportée à l'évolution de la ville industrielle. Pour ce faire, nous appliquerons en partie la classification de Benevolo, qui distingue cinq phases de développement de la ville industrielle. A la ville pré-industrielle qui opère la première grande division sociale du travail, séparation ville-campagne et spécialisation physique du sol, qui vit grâce à l'excédent agricole de la campagne, de l'activité de ses artisans et de ses marchands en tant que lieu d'accumulation primitive du capital, succède à la fin du XVIII^e siècle la ville industrielle. Par une série de bouleversements sociaux, politiques, techniques, la bourgeoisie détentrice du capital prend le pouvoir et impose son économie, son mode de production après la désintégration de la structure économique-sociale de la campagne : exploitation et aliénation par le capital (moyens de production) de la force de travail des classes sociales démunies et spoliées. Mais cette domination ne va pas sans tensions politiques ni convulsions sociales. La classe dominante doit faire face aux crises que la croissance de son économie soulève, au moins quatre fois, crises qui correspondent aux phases de son développement.

1^{re} phase : Ville libérale

A l'idéologie politique du « laissez faire – laissez aller » correspond la première phase : ville libérale.

C'est la ville qui se développe sans aucune intervention publique et selon les mécanismes du marché jusqu'à la première moitié du XIX^e siècle. Aucune théorie à ce moment du développement de la ville n'est engagée à établir des règles pour la contrôler. La construction peut se faire n'importe où, notamment où il est possible sur place d'utiliser l'énergie (eau-charbon), d'extraire des matières premières (fer) et provoque une énorme croissance de la population urbaine (4/5^e de la population totale en 1830 en Grande-Bretagne). Les classes sociales sont fortement différenciées dans l'espace. Classe bourgeoise installée dans le centre et les faubourgs, classes ouvrières dans les taudis, autour des usines, des voies ferrées, dans les espaces résiduels des villes selon la loi du profit maximum. La ville industrielle efface définitivement les

barrières existantes (fortifications) et devient potentiellement infinie parce qu'indéfinie (théorie du « laissez faire »). « La dimension de la ville est fonction du développement productif et à l'assomption du sol comme édifiable, c'est-à-dire rentable dans chaque point du développement. » (Aymonino.)

2^e phase : Ville post-libérale

Mais cette ville entre en crise pour les raisons suivantes : nouvelles techniques (chemins de fer surtout), carences de l'hygiène (épidémies du choléra, du typhus), importance de l'immigration vers la ville (notamment à cause des famines), et des raisons politico-sociales soulevées par la Révolution de 1848. La cohabitation des hommes dans la ville industrielle pose des nouveaux problèmes d'organisation qui nécessitent l'élaboration de nouveaux instruments adaptés aux nouvelles conditions. Ainsi, en France, est approuvée en 1850 la première loi urbanistique selon laquelle les communes sont autorisées désormais à nommer une commission qui indique « les mesures indispensables d'aménagement des logis et dépendances insalubres louées et occupées par une personne autre que le propriétaire », la commune peut notamment se substituer au propriétaire pour exproprier la totalité de la propriété. Cette loi donne ainsi un instrument urbanistique général avec lequel l'autorité intervient dans le processus de transformation des villes discriminant les exigences publiques et privées. Il s'établit une première ligne de démarcation et d'accord entre capital industriel et immobilier. « Le dessin de la ville devient le dessin des lignes où commence l'espace public et finit l'espace privé », « ce sont les dessins de ce que l'on appelle les fronts de construction » (Benevolo). L'espace public se réduit au minimum. L'extension et la complication des parcours se constituent dans cette deuxième phase. Le rapport entre centre et périphérie change avec la transformation des zones ouvrières en fonction du développement productif, ce à quoi correspond une différenciation typologique accrue et souvent à destination d'usage unique comme conséquence d'une ultérieure subdivision sociale du travail (introduction de nouvelles activités administratives). L'industrie se place hors de la ville (et crée de nouvelles villes à la périphérie), mais l'échange et la consommation s'effectuent toujours en ville. Le caractère de la ville se définit toujours plus à travers la différenciation fonctionnelle de l'espace physique (bureau, résidence, usine, parc, taudis) qui s'organise selon un schéma élémentaire de croissance radio-concentrique (la valeur du sol coïncide avec ce schéma, elle croît vers le centre). Cette tendance a trouvé une forme de valeur universelle dans le Paris d'Hausmann.

C'est dans cette phase que se développent doctrines architecturales éclectiques (voir p. 40) appliquées aux bâtiments des services tertiaires (administration, grands commerces...), maisons bourgeoises, à leurs fronts de construction.

En réaction à cette doctrine éclectique se réalise la fracture entre le technique d'un côté et l'art de l'autre, avec l'intervention grandissante des ingénieurs dans la construction et l'organisation de la ville post-libérale. Cette ville a créé deux types de spécialistes distincts afin d'aménager les alternatives possibles aux contradictions

urbaines de l'époque. Les spécialistes dans la technique ont mission de transmettre la persuasion que la même objectivité des sciences générales est transférée aux applications techniques. Les spécialistes dans l'art jouissent d'une liberté absolue dans un domaine fermé, privilégié et purement formel. Cette fracture implique l'impossibilité de traduire dans un nouvel environnement une transformation fondamentale qui résulterait de la synthèse des deux démarches, dans une compréhension globale de la problématique urbaine. Cette division et opposition des tâches et des responsabilités permettra à l'administration de cacher les déficiences de sa gestion urbaine. Cette opposition se manifesterait dans le conflit du décor de la façade et de la structure constructive qui a dominé l'architecture éclectique et qui continuera à se manifester même dans le mouvement moderne (voir la suite). Mais déjà à cette époque les premières doctrines fonctionnalistes se font jour (Greenough, Viollet-le-Duc). Ce type de développement connaît cependant des limites et des contradictions: forte densité, congestion du trafic, rareté des services publics et congestion des administrations, rareté des maisons de rapport à loyer économique. Il aboutit à une contradiction fondamentale: le financement public des infrastructures (routes, égouts, etc.) se fait à fonds perdu par l'administration qui recourt au crédit et à l'emprunt public, alors que le bénéfice de la croissance de la rente foncière (due précisément aux interventions urbanistiques de l'administration) est absorbé de droit par les propriétaires privés fonciers. L'administration obligée de multiplier les emprunts s'endette, et tombe dans un déficit croissant et permanent.

3^e phase (1890-1925): La ville post-libérale corrigée

Pour parer ces contradictions se forme une série de corrections, à la ville post-libérale: par exemple, les villes doivent se constituer un domaine de terrains publics, en les achetant avec anticipation, et être prêtes à les exploiter à des moments opportuns du développement urbain. Ainsi elles sont à même de réaliser des parcs publics, de nouvelles rues plus larges, de nouveaux services publics, des logements et autres bâtiments construits par l'Etat. Les administrations concourent à l'«embellissement» de la ville et délivrent à cette fin les fonds nécessaires. De plus, elles établissent des lois pour récupérer une partie de la plus-value foncière résultant de leurs travaux d'infrastructure urbaine. Ces corrections ne modifient pas fondamentalement les mécanismes du développement urbain, mais participent à certaines conséquences de ce développement. L'administration, comme agent du capital dans son ensemble, doit enlever une part de l'espace au capital immobilier, parce qu'elle ne peut plus laisser ce capital immobilier complètement libre comme auparavant. Il doit être d'une certaine manière limité dans sa liberté (loi et impôts sur la plus-value); mais dans ces limites le capital immobilier peut continuer à s'approprier de la rente foncière. L'administration est chargée de régulariser les tensions entre capital industriel et capital immobilier, et d'établir à cette fin un équilibre entre salaire et ouvrier. Le capital industriel, d'une part, est intéressé à faire baisser les loyers (pour pouvoir baisser les salaires), mais d'autre part, il est intéressé d'une autre façon au capital immobilier: parce qu'il détient souvent des parts

de ce capital, et surtout parce qu'il a intérêt à contrôler et stabiliser les rapports sociaux au moyen de la ville. Il réalise, par exemple, qu'un ouvrier bien logé travaille mieux, et qu'ainsi le coût accru du logement est compensé par une productivité plus grande (récupération de la force de travail), la rentabilité est sauvegardée. D'autre part, la classe ouvrière consciente de son état s'organise de mieux en mieux (syndicats, partis) pour défendre ses intérêts et améliorer sa condition. C'est pourquoi l'ensemble du capital accepte, dans cette troisième phase, de parer aux prix techniques de la déficience des mécanismes urbains, déficience par rapport aux possibilités offertes à l'époque par le développement croissant des techniques. Ces techniques (bureaucratiques, constructives, financières) se révèlent nécessaires face aux nouvelles situations sociales, face aux luttes ouvrières, les propriétaires des moyens de production sont amenés à reviser la composition organique du capital (rapport capital fixe et capital variable), afin de s'assurer un profit maximum. A cette fin de contrôle et de stabilisation sociale, l'ensemble du capital développe l'intervention des administrations qui peuvent alors répondre à certaines conséquences secondaires des contradictions urbaines (congestion des villes, déficit des services publics, taudis...)

Chargé de cette réponse, l'urbanisme (concept introduit en 1910) tirera sa force et ses limites précisément du caractère partiel de son intervention (gabarits, réglementation des lotissements, distance entre bâtiments). Il sera mesuré sur la qualité de la ville subalterne (cités ouvrières, grands immeubles locatifs). Son développement sera identifié au progrès. Ainsi la fonction de l'urbanisme sera de maintenir possible la dichotomie entre la ville bourgeoise et la ville ouvrière, qui permet à la première de cumuler les valeurs matérielles et culturelles aux dépens de la seconde. Cette réponse urbanistique sera généralisée dans ce que Benevolo appelle la quatrième phase du développement de la ville industrielle.

C'est à l'articulation de cette 3^e et 4^e phase que s'épanouit le mouvement moderne en architecture, issu des théories du fonctionnalisme conçues à la fin du XIX^e siècle à partir de la critique de l'éclectisme.

4^e phase: La ville post-libérale recorrectée, la ville moderne

Cette phase de la ville post-libérale se réalise dès 1925 et sera soutenue doctrinalement par les CIAM (Congrès internationaux d'architecture moderne). Elle introduira de nouvelles corrections dans la ville industrielle: l'obsession de l'hygiène (air, soleil et verdure) continue de hanter les théoriciens de l'architecture, mais en fait il ne s'agit que d'une récupération idéologique de la nature (pots de fleurs au balcon, espace vert interdit...).

Au nom de cette hygiène, l'ancienne structure urbaine: organisation radio-concentrique, rue-corridor et fronts de construction éclateront en un espace prétendu libre. Les nouveaux espaces bâtis en extension verticale permettent une nouvelle rationalisation de la rente foncière: elle ne se base plus comme par le passé principalement sur la qualité esthétique ou technique du bâtiment. Elle crée une séparation entre le sol et le bâtiment (libération idéologique du sol) mais s'accroît en proportion de la hauteur des bâtiments. Avec cette séparation qui masque

son extension en hauteur (usage de pilotis) la durée de la vie du bâtiment est fonction de la variation de la rente du sol. Dans cette nouvelle structure, l'organisation est basée sur une définition des fonctions quotidiennes selon un ordre d'importance (habiter, travailler, se récréer) et non sur une remise en question des infrastructures qui concernent le pacte passé entre les deux pouvoirs (capital industriel et immobilier). De nouveaux tissus urbains s'organisent ainsi en zones spécialisées («zoning») et hiérarchisées. La structuration de chaque fonction forme des unités regroupées entre elles à des niveaux différents de la composition urbaine (circuler: hiérarchie des voies, du logement). Les unités du même type (par exemple celles qui concernent la fonction habitée) doivent réaliser des conditions de vie équivalentes (idéologiquement), même si elles sont de qualité différente. On habite aussi bien dans un HLM que dans une villa. Une typologie du logement est élaborée et constitue encore aujourd'hui un modèle d'application dans toute opération de projet (maisons familiales en bandes, logements minimum, duplex, immeubles barres, tours...).

Ainsi la ville devient un instrument pour prédéterminer le comportement des gens qui sont maintenus dans «l'analphabétisme» en ce qui concerne l'environnement urbain, et ainsi, ils ne peuvent pas intervenir dans les décisions concernant leur cadre de vie, l'objet bâti s'impose à eux implacablement comme une donnée nécessaire et inévitable (l'objectif de la production est caché). Cette situation permettra à l'urbanisme, par la suite, lorsque la ville sera ressentie comme un mal par certaines classes d'usagers de leur répondre: «On circule mal parce qu'il y a trop de voitures, on ne trouve pas de logements parce que l'on n'a pas le temps de les bâtir, les loyers sont chers car il y a peu de logements, il y a peu de surfaces vertes pour les crèches, les écoles... car on est trop nombreux sur un espace restreint»?

Ces réponses sont non seulement celles de l'architecture et de l'urbanisme contemporain, mais aussi celles de l'enseignement et de l'industrie culturelle (media) actuel, dont le but est de «naturaliser» une telle situation.

Structuration des doctrines architecturales

Nous examinerons à présent le développement de ce mouvement moderne en explicitant son contenu – bien entendu, il est impossible ici de le voir dans sa totalité, nous nous limiterons à certaines idées et faits qui nous paraissent pertinents à la compréhension de notre exposé. Pour les architectes rationalistes des CIAM, le passé historique n'est considéré par eux que comme une erreur dans la connaissance et simplement utile pour mettre en évidence le progrès de la raison. L'histoire est considérée comme un instrument idéologique justifiant les interventions architecturales.

Le mouvement moderne en architecture, son origine et son développement

L'éclectisme

C'est une tendance conservatrice, qui se développe dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, produit de la culture académique, et consistant en l'exploitation de tous les

styles du passé comme décors de façade. Elle se base sur l'acceptation de la définition de l'architecte comme «homme de l'art». Elle s'appliquait à des matériaux non seulement traditionnels, mais également à des produits issus de la technologie nouvelle (utilisation faite par les ingénieurs du XIX^e siècle). Elle plaquait sur des produits de la technologie nouvelle des pastiches de styles anciens (historicisme) qui ne justifient en rien la structure de ces bâtiments. Ce décalage d'avec les possibilités techniques nouvelles et la réalité sociale portait en germe la contestation opérée par les tendances qui vont suivre et qui se définiront implicitement ou explicitement en opposition à l'éclectisme.

Le fonctionnalisme et sa critique

Le fonctionnalisme

Le fonctionnalisme en réaction contre le formalisme et l'utilisation inadéquate des formes, recherche dans la nature des justifications à une adaptation des formes à leur destination. Un des premiers théoriciens du fonctionnalisme, Greenough (né en 1805), remarquait à propos des squelettes d'animaux:

«... Il n'existe aucune loi de proportion arbitraire et aucun schéma formel fixe... Aussi différents que soient le cou du cygne et celui de l'aigle par leur aspect et leur proportion, ils satisfont néanmoins également l'œil et la raison...»

Le fonctionnalisme définit à cette fin trois concepts principaux:

- La fonction qui est la tâche pour laquelle un objet est fait;
- Le caractère organique qui est le caractère propre des formes réalisées de façon à satisfaire certains besoins des utilisateurs;
- La structure qui est confondue tout à la fois en l'articulation de l'édifice et l'articulation du système porteur.

Greenough s'exprimait encore dans les termes suivants:

«... En définissant la beauté par la promesse de la fonction, l'action pour la présence de la fonction et la forme par l'expression de la fonction, je n'exprime en réalité qu'une vérité unique. Je considère les phases que le dessein de satisfaire à toutes les conditions fait parcourir sur la voie de la perfection comme s'il s'agissait d'entités définies.»

Un autre auteur de la même période, Viollet-le-Duc (1814–1879), rompait nettement avec l'éclectisme et affirmait:

«La beauté peut toujours résider là où la forme n'est que l'expression du besoin satisfait, du judicieux emploi de la matière donnée... si vous changez la matière ou le moyen de l'employer, vous devez changer la forme. Si vous changez le programme, vous devez changer les dispositions du plan. Un profil n'a pas de style par lui-même: il n'a du style que par la fonction ou la place qu'il occupe.»

Viollet-le-Duc annonçait déjà les prémisses de l'architecture moderne. – Mais Sullivan (1856–1924) constatait les limites matérielles d'une telle philosophie en posant le problème suivant:

«Jusqu'à présent l'ensemble du problème n'est vu que sous l'aspect matériel... Il est le produit commun du spéculateur, de l'ingénieur et du constructeur.

» Problème: Comment donner à cet entassement stérile, à cette accumulation criarde et brutale, à ces clameurs rigides et frappantes d'une discorde extériorisée les formes supérieures de sensibilité et de culture qui reposent sur des passions plus profondes et plus puissantes?»

Il répond: «Je crois que chaque problème contient et suggère par sa nature propre, sa solution.»

Cependant il se réfère toujours à la nature comme argument analogique pour rechercher une solution à ce problème:

«Toutes les choses dans la nature ont une forme, un aspect extérieur qui nous indiquent ce qu'elles sont, ce qui les distingue par rapport à nous et entre elles.»

Ainsi Sullivan tente de définir la tâche constructive (fonction) à l'aide de la forme.

Van de Velde (1863-1957), à la recherche lui aussi de la forme absolue, arrive à situer l'architecture hors du temps et de l'histoire (rapports sociaux économiques), la place dans l'éternité et affirme d'une manière encore académique et idéaliste:

«La forme pure se range d'emblée dans la catégorie des formes éternelles. Le besoin qui a provoqué sa naissance peut être nouveau, particulier à notre époque, mais si elle est le résultat précis et spontané d'une stricte conception rationnelle de l'objet, de l'adaptation la plus logique à ce qu'il doit être pour répondre à l'usage le plus pratique que l'on attend de lui, il s'en suivra que cette forme annexe d'emblée les traits les plus frappants de la grande famille qui se perpétue depuis l'aurore de l'humanité jusqu'à nos jours, celle des formes pures et radicales. Le temps ne compte pour rien.»

Un autre architecte, Gropius (1883-1969), recourt paradoxalement de la même manière au concept d'essence pour déterminer fonction et forme, il situe donc lui aussi l'architecture hors de l'histoire et croit mécaniquement libérer l'individu par un fonctionnement parfait de l'objet. Il affirme dans sa philosophie idéaliste:

«Une chose est donnée par son essence: pour lui donner une forme lui permettant de fonctionner correctement, qu'il s'agisse d'un réservoir, d'un siège ou d'une maison, il faut d'abord étudier son essence. Elle doit en effet servir parfaitement à son usage, c'est-à-dire assumer pratiquement ses fonctions; durer, être économique, être belle.»

Sous ce type d'argumentation résident en fait trois critères principaux: forme, technique, économie que Gropius tente d'opérationnaliser à travers le Bauhaus (1919-1933), école allemande qui voulut réaliser la synthèse entre l'art et l'industrie:

«Convaincu qu'entre objet et aménagement doit s'établir un rapport sensé, le Bauhaus cherche à travers un travail systématique de recherches théoriques et pratiques sur le plan formel, technique et économique, à trouver la forme de chaque objet, partant de sa fonction...»

En fait, avec l'architecture, on doit répondre à des conditions hétérogènes (par exemple, espace privé - espace public), s'excluant ou se contredisant l'une et l'autre, qui rendent ainsi impossible une définition de la fonction, définition qui est nécessaire pour trouver une

forme caractéristique dans un rapport univoque. Il ne reste enfin de définition fonctionnelle qu'au niveau pragmatique, par exemple, les vestiaires doivent être près de l'entrée.

Critique du fonctionnalisme

Les fonctions dans l'environnement construit dépendent des idées que se font les hommes sur la satisfaction de leurs besoins. Ces idées changent selon les individus, les groupes culturels et les classes sociales et donc, selon l'histoire et la géographie. Aussi le fonctionnalisme n'est pas le produit immédiat des principes de la technique, mais l'expression idéologique de ces principes. En conséquence, il oriente les comportements sociaux vers les possibilités de la société industrielle au moyen de son concept paralogique: l'esthétique fonctionnaliste.

«Le fonctionnalisme se place sur le plan d'une humanité indifférenciée et attribue une valeur absolue à son idéal d'utilité universelle. Les fonctions sociales de la forme lui échappent et il rejette dans l'irrational tout ce qui en est l'expression.» (Schnaidt.)

En fait, il y a plusieurs formes utiles parmi lesquelles l'architecte choisit celle qui souligne le mieux l'utilité du bâtiment. De cette part d'autonomie de la forme découle son pouvoir idéologique.

«Le fonctionnalisme méconnaît le statut réel de l'objet socialisé qui est à la fois utilisable pratiquement et porteur de signification.» (F. Choay.)

C'est pour ces raisons que le fonctionnalisme manque d'une pensée véritablement scientifique capable de pénétrer la réalité sociale du fait architectural sans la définir étroitement. Il transpose par défection sur le plan esthétique des problèmes issus du plan socio-économique et parce qu'il ne prend en considération que les critères formels techniques et économiques, il aboutit à la confusion entre utilité et rentabilité: l'édifice utile est celui qui rapporte le plus de profit (exemple le logement minimum du grand ensemble produit du fonctionnalisme). Nous pouvons résumer sa formule fondamentale par: fonction × économie.

Ces philosophies fonctionnalistes ont donné naissance à différents styles architecturaux et modèles urbanistiques à travers lesquels elles se sont exprimées au cours de ce siècle.

Les tendances principales du Mouvement moderne (en architecture et en urbanisme) et leur conflit

Tendance Art Nouveau

Cette tendance se développe après 1900 surtout en Europe continentale. Elle prit le nom de «Modern Style», «Jugendstil», «Modernisme», «Liberty», «Secession» selon le pays où elle s'exerça. Son propos était de réaliser des produits d'art pour tous, mais des limites se présentèrent à elle, eu égard aux nécessités d'une production industrielle, qui s'opposaient à sa production artisanale. Cette tendance peut se synthétiser dans les propos d'un de ses principaux représentants: H. Van de Velde.

«Tu dois considérer la forme et la construction de tous les objets seulement du point de vue de la plus rigoureuse logique et de leur droit à exister.

» Tu dois adapter et subordonner ces formes et cons-

tructions à l'usage intrinsèque des matériaux utilisés. » Et quand tu es pris du désir d'embellir ces formes et constructions, suis l'exigence du raffinement que t'inspire ta sensibilité esthétique ou ton goût pour la décoration, seulement jusqu'au point où tu respectes et conserves la juste mesure et l'aspect essentiel de ces formes et constructions!»

Van de Velde ne fait que juxtaposer au plan strictement technique le plan esthétique et plastique dans lequel le créateur imprime sa sensibilité. C'est en se basant sur ce plan esthétique qu'il s'opposera à la typisation rationaliste:

« Tant qu'il y aura encore des artistes dans le Werkbund, et tant qu'ils auront une influence sur son destin, ils protesteront contre toute proposition de « canon » ou de « typisation ». L'artiste est par nature un individualiste, un créateur libre et spontané; son initiative ne saurait être assujettie à une discipline imposée par un « type » ou un « canon » ».

Tendance rationaliste

Cette tendance se développe après la guerre de 1914, elle s'affirme en faveur des formes pures (purisme), contre l'Art Nouveau et sous l'influence du cubisme. Elle proscrivait toute décoration et ornementation des édifices et préconisait l'exploitation radicale des ressources de la technique et de l'industrie. Cette tendance a été exprimée d'une manière radicale par un de ses maîtres, A. Loos (1870-1933), qui affirmait:

« L'évolution de la culture signifie la même chose que l'élimination de la décoration de l'objet utilitaire... »

« Parce que l'ornement n'est plus organiquement en accord avec notre culture, il n'est plus l'expression de notre culture. L'ornement produit aujourd'hui n'a aucun rapport avec nous, il n'a en général aucun rapport humain, aucun rapport avec l'ordre cosmique. Il n'est pas susceptible de développement. »

Loos et les rationalistes confondent en les identifiant culture et technique contemporaines et développent le mythe de la perfection de la machine (maison comme machine à habiter). Abstraitemment, ils prétendent relier à la technique et les rapports sociaux en une construction qui récupère un certain imaginaire (cosmique) et rejettent comme inutile (décoration) une part de l'activité sociale et de ses moyens. Ils ne comprennent pas que l'exclusion même de l'ornement crée un nouveau système ornemental: une conception figurative puritaine.

Muthesius (1861-1927) et les architectes rationalistes en opposition aux thèses de l'Art Nouveau préconisent dans le « Werkbund » (association créée en 1907 en vue d'améliorer les liaisons entre l'art et l'architecture) le recours à la typisation; ce concept sera repris dans le Bauhaus en vue de satisfaire les exigences de la production en série et de la standardisation industrielle qui s'affirmèrent un peu plus tard.

« L'architecture, et avec elle le chantier d'action du Werkbund, doivent être poussés vers la typisation; c'est seulement au travers de celle-ci que l'on peut retrouver la signification générale qui lui fut propre au temps de la culture harmonieuse. »

Un autre architecte rationaliste, Oud (1890-1963), confirme le puritanisme de ce style et l'impersonnalité (aliénation)

de la forme et les rapports sociaux réifiés par la technique.

« Nous pouvons conclure qu'une architecture qui se base d'une façon rationnelle sur les circonstances de la vie moderne fera un contraste à tous les points de vue avec l'architecture actuelle... Contrastant le plus violemment possible avec les produits non techniques sans forme ni couleur de l'inspiration immédiate tels que nous les connaissons, elle figurera le problème qu'on lui pose en s'abandonnant entièrement au but d'une manière presque impersonnelle plastique, de façon technique, pour devenir des organismes de forme nette et de proportions pures. »

Tendance constructiviste

Cette tendance fait prévaloir les matériaux et la technique constructive comme éléments prédominants. Elle s'exprime en trois caractères:

1. Réunir architecture et construction avec primauté de la construction.
2. La technique nouvelle met fin au concept formel de toutes les architectures antérieures.
3. La construction réalise les structures spatiales dans lesquelles peuvent s'intégrer les structures fonctionnelles.

C'est une tendance à la réalisation de construction pure, devant être fonctionnellement neutre. Root en 1890 (1850-1891) soulignait que:

« La structure portante intime des édifices est devenue si vitale qu'elle doit absolument imposer le caractère général des formes extérieures. »

Pour les constructivistes, la forme suit la construction et doit la faire apparaître comme structure de l'édifice. C'est une tendance que l'industrie tente d'imposer pour permettre le développement de ses produits (industrie traditionnelle et préfabrication). Mies van der Rohe (1886-1966) affirmait, après s'être opposé au formalisme:

« La plénitude de la forme est conditionnée, étroitement liée au problème. Sa solution en est l'expression la plus élémentaire. La forme comme but, c'est le formalisme et nous le rejetons. Il nous importe de libérer la construction des spéculations esthétiques et de refaire de l'acte de construire ce qu'il devrait être essentiellement: construire. »

Cette tautologie contradictoire (construire c'est construire) marque bien la difficulté pour l'industrie à s'imposer à cette époque en architecture. Mies au service de l'industrie transpose sur le plan esthétique les problèmes économiques que pose la technique d'alors: « Libérer la construction des spéculations esthétiques. »

Tendance organique

Courant né aux Etats-Unis avec l'architecte américain, F. L. Wright (1869-1959) qu'il définit lui-même:

« Dans l'architecture organique il est tout à fait impossible de considérer l'édifice comme une chose en soi, l'aménagement une autre, le lieu et l'ambiance autre chose encore. L'esprit dans lequel il est conçu le relie au tout, vu comme une chose unique... Transformer ainsi une habitation humaine en une parfaite œuvre d'art, belle et expressive en elle-même, intimement liée à la vie moderne et conçue pour y vivre; la trans-

former en œuvre d'art pour qu'elle s'offre plus librement aux besoins de ceux qui vont l'habiter et en même temps créer une réelle harmonie, dont la couleur, l'image ou la nature s'accordent à ses propres exigences: c'est cela la grande perspective moderne, américaine, de l'architecture... L'édifice moderne, à l'opposé de l'irrationnelle accumulation des parties de jadis, est un être organique.»

F. L. Wright s'oppose nettement à l'architecture rationaliste:

«Certainement l'architecture moderne est une architecture jeune... je dois reconnaître cette architecture comme sage... moins scientifique que sensitive... Considérer la maison comme une machine à habiter... une machine dans laquelle on vit. Mais l'architecture commence là où finit cette représentation de la maison... Il est préférable de passer du général au particulier; ne pas partir de la machine pour rationaliser aussi la vie, mais partir de la vie pour qu'elle se reflète dans la machine.»

Cette idéologie naturaliste traduit en fait la nostalgie d'une relation formatrice avec la nature qui considère l'art comme transcendant à la pratique sociale et non comme création dans et par les rapports sociaux de production. Quel sera le rapport des «exclus» avec l'œuvre d'art?, comment peut-on concilier l'œuvre d'art, création unique, et les besoins sociaux?... !

Toutes ces théories définissent en fait la forme: le fonctionnalisme qui les coiffe définit la forme par la fonction, le constructivisme par la construction technique (réduction de la fonction à la technique), l'Art Nouveau par l'ornement (réduction de la fonction à la décoration), le rationalisme par l'impersonnalité de la forme (réduction de la fonction à l'économie), l'architecture organique à la relation de la forme avec la nature (réduction de la fonction à l'imaginaire naturaliste).

Ces définitions délaissent le contenu réel (rapports sociaux économiques) au profit des valeurs formelles du contenant (bâtiment), en se référant à l'art ou à la technique et en masquant la représentation du vécu possible: la prédominance visuelle du signifiant (forme) fait oublier le signifié (contenu). Ainsi le divorce de l'architecture avec la pratique sociale est consommé. La répression de la vie quotidienne est sublimée par la libération promise dans l'idéologie de l'art et de la technique. Le discours subjectif de l'art et le discours prétendu objectif de la technique s'y renvoient l'un à l'autre et se combinent suivant les fluctuations de l'ordre culturel. Ce processus est rendu possible par l'absence de critique politique des avant-gardes architecturales qui ne se sont jamais interrogées historiquement sur leur situation à l'intérieur des rapports socio-économiques, ni sur les implications qui en découlent dans l'architecture. Ces avant-gardes ont mené un débat formaliste et corporatiste dans lequel elles se posaient chacune, par opposition aux autres, comme tenantes de la vérité formelle, de la bonne architecture.

De ce débat sortiront victorieux les rationalistes (débat entre les différentes tendances architecturales) qui se regrouperont dans les congrès internationaux d'architecture moderne (CIAM) pour étudier les problèmes d'urbanisme et d'architecture et pour proposer des alternatives

possibles qui ne sont rien d'autre qu'un réaménagement spatial plus rationnel (plus moderne) des rapports sociaux existants afin d'éviter leur affrontement. Ainsi Le Corbusier a affirmé:

«Architecture ou révolution?... Révolution signifie ces temps-ci tout casser et se mettre à la place sur les débris. Architecture signifie: mettre en ordre, concevoir, organiser, construire.»

Les rapports sociaux de production directement responsables de la situation ne seront jamais remis fondamentalement en cause.

Les CIAM (Congrès internationaux d'architecture moderne)

Contre ce qu'ils considéraient comme un chaos de l'ordre urbain existant («La plupart des villes étudiées offrent aujourd'hui l'image du chaos»), les architectes du mouvement moderne se réunissent à partir de 1928 et jusqu'en 1956 dans des congrès internationaux pour tenter de résoudre les problèmes que soulève l'architecture dans l'évolution et les tensions des rapports socio-économiques. Ainsi, dans la première de leurs déclarations communes (à La Sarraz en 1928), ils constatent:

«La transformation de la structure sociale et de l'ordre économique entraîne fatalement une transformation correspondante du phénomène architectural... «Il faut replacer l'architecture sur son plan véritable qui est d'ordre économique et sociologique, et tout entier au service de la personne.»

Mais ils le font dans le but avoué de «rechercher l'harmonisation des éléments en présence dans le monde moderne» et nullement pour essayer de le transformer.

Dès le début, les CIAM se sont donc axés sur l'objectif d'harmoniser les rapports socio-économiques au moyen de l'intervention architecturale. En cela ils n'ont nullement remis en cause la situation de l'architecture dans ces rapports, mais ont tenté de trouver des nouveaux moyens adéquats qui leur permettent, au service des pouvoirs et de l'ordre, de modeler les comportements sociaux. Ils ont dans ce sens, comme ils l'affirment, recherché dans un premier temps la forme d'habitat adéquate à neutraliser les réactions psychologiques violentes (psychose, etc.) de l'individu à son environnement construit. Ils ont à cette fin défini entre autres quatre concepts instrumentaux: «l'habitabilité» (norme biologique), «l'habitat pour le plus grand nombre», «le logis minimum» et le «lotissement rationnel». Dans leur déclaration commune faite lors du Congrès de Sigtuna en 1952, ils arrivent en effet à affirmer que:

«L'habitat n'est pas passif, mais il existe entre lui et les hommes un jeu perpétuel d'actions; les hommes agissent sur le logis en le pensant et en l'organisant, et ce logis agit sur les hommes en contribuant à les conditionner, et, par conséquence, à leur donner certains caractères.»

Ainsi la réponse nouvelle que les architectes modernes donnent aux problèmes de la ville ne se base plus comme par le passé sur une préoccupation de définition de la forme par la fonction, par l'ornement, etc., mais aussi sur la tentative de gérer les comportements sociaux au moyen de la forme architecturale.

Dans cette perspective, lorsque les CIAM, en conclusion

de la Charte d'Athènes (1933), modèle d'urbanisme architectural, proclament: «l'intérêt privé sera subordonné à l'intérêt collectif», on peut se poser la question: par qui et comment sera-t-il subordonné? Nous pensons que les architectes du mouvement moderne, en répondant explicitement ou implicitement à cette question, se sont en fait mis au service des intérêts des pouvoirs dominants.

«Le monde a besoin d'harmonie et de se faire guider par des harmoniseurs... C'est ainsi que le troupeau se trouve conduit.»

Cette déclaration de Le Corbusier illustre bien la manipulation des comportements sociaux. Celui-ci continue: «Il faut créer l'état d'esprit d'habiter des maisons en série.» A cette fin de manipulation, les CIAM ont décoré les comportements en quatre fonctions principales: habiter – travailler – circuler – se recréer par lesquelles ils envisagent simplistement de rétablir la «discipline sociale». Le moyen de cette manipulation est pour les CIAM de mêler les plans esthétiques et sociaux sur le même principe d'unité et de hiérarchie appliqués au style et à «l'agencement social». «La culture est un état d'esprit orthogonal» pour Le Corbusier. A chacune de ces quatre fonctions correspondent dans la Charte d'Athènes des zones fonctionnelles qui découpent la distribution de la cité, l'agencement des blocs verticaux, l'organisation intérieure des cellules d'habitation... Ainsi chaque groupe humain sera nécessairement rivié à son lieu de travail, l'architecte, lui, fera tout apporter sous la main: chaque groupe ne verra, ne lira, n'entendra, ne mangera que ce que le pouvoir voudra bien lui distribuer. L'architecte lui aura donné ses chaînes. Le groupe humain «sera formé dans sa cellule de la naissance à la mort» (Francastel). Les architectes des CIAM revendiquent le «pouvoir des techniques appliquées au problème de l'habitation comme système de formation des œuvres et des hommes».

A cet effet, ils recherchent non seulement à promouvoir des organisations d'espace type, de «type idéal de l'établissement humain» (Gropius), mais aussi un modèle d'homme type. Ainsi l'industrie et l'art se dédoublent dans leur visée universelle et ce double déploiement à l'échelle mondiale confirme les architectes rationalistes, «dans la conception de l'homme type, identique sous toutes les latitudes et au sein de toutes les cultures» (F. Choay). Ainsi les structures urbaines deviennent le champ d'application de ces groupes de décision (public, semi-public, privé) qui caractérisent la société de directivité. Ce sont des groupes qui, dirigés par des techniciens, ingénieurs et architectes, conçoivent les villes nouvelles contemporaines. Dans ce but, ils ont créé arbitrairement leur propre langage, leur langage technique contraignant et impératif: non seulement les classes d'usagers sont écartées des décisions dans l'élaboration des structures urbaines, mais aussi privées de toute liberté de réponse. «L'architecte urbaniste monologue ou harangue, l'habitant est forcé d'écouter sans toujours comprendre, bref il est frustré de toute l'activité dialectique que devrait lui offrir l'établissement urbain.» (F. Choay.) Aujourd'hui, en conséquence, du manque d'analyse théorique des CIAM sur la fonction de l'architecture dans les rapports sociaux de production, un citoyen est amené à déléguer son pouvoir à des technocrates, la démocratie est restée

illusoire, elle est substituée par la directivité: «Le courant de dirigisme est tel que la géographie urbaine deviendra bientôt un chapitre de l'administration.» (Lavedan.) Contre ces groupes de décisions technocratiques qui mettent des écrans entre les classes d'usagers et les producteurs et l'aménagement de l'environnement construit, il est de première nécessité aujourd'hui de faire émerger les rapports sociaux de l'espace urbain, aussi bien dans la théorie que dans le produit architectural. A cette fin, il est primordial de reconstituer la dynamique des groupes d'usagers et de producteurs, face aux institutions et aux appareils de décisions. On pourra alors débloquent les rapports sociaux stérilisés par la bureaucratie qui fait circuler la dimension politique dans un système séparé et intouchable, et par le capital, qui exclut l'art de la production quotidienne pour le reléguer dans un circuit indépendant basé sur la valeur d'échange spectaculaire. Cette séparation de l'art et de la production, fonctionnelle au système (voir déjà son rôle dans la ville post-libérale) est directement responsable du débat formaliste des avant-gardes du mouvement moderne qui acceptent de cantonner leurs recherches, sans en faire aucune critique, à la forme, et expliquent ainsi une grande cause de leur échec. Si les CIAM ont entre autres permis aux architectes de déterminer abstraitement des formes ou des topologies architecturales capables de conditionner les classes d'usagers, ils ont cependant, dans leur tentative d'harmoniser les rapports sociaux à travers l'intervention architecturale, subi trois échecs principaux:

- la guerre 1939-1944 (conflits socio-politiques entre nations);
- la dissolution des CIAM (1956) (conflits socio-politiques entre architectes);
- la crise urbaine latente (conflits socio-politiques latents entre classes sociales urbaines).

Structuration de la profession d'architecte

Situation de la profession:

pragmatisme issu du mouvement moderne

La profession, aujourd'hui, à quelques architectes près, reste toujours dans un pragmatisme étroit, et retombe sans cesse dans le formalisme que certaines tendances du mouvement moderne avaient cru, à une époque, écartier. La grande majorité des interventions architecturales se fait avec une pauvreté scientifique affligeante, se plaçant soit d'un point de vue purement technique (technique constructive, technique financière), soit d'un point de vue esthétisant, dans l'impossibilité de dépasser le fonctionnalisme.

De plus, la persistance chez certains architectes de la croyance en l'esthétique – due peut-être à la persistance dans leur conscience de pouvoir être encore des «artistes» – les pousse à réaliser à travers des images préconçues certaines dispositions formelles arbitraires et à considérer par exemple la symétrie comme le meilleur attribut de l'architecture. D'autres, par contre, s'acharnent à réaliser des excentricités de style destinées en fait à faire de la publicité pour un édifice (à travers son caractère unique), ou pour son architecte. Ces tendances, même si elles prétendent lutter contre la déshumanisation de notre cadre de vie, se font récupérer par le pouvoir économique

qui y trouve une scénographie qui lui permet de masquer sa besogne pour mieux la réaliser: produire en vue d'une consommation permanente et passive.

Le pragmatisme des architectes de la profession qui «construisent sans trop réfléchir» consiste en fait à ne satisfaire qu'uniquement certaines fonctions définies d'une manière étroite et impérative. Ainsi dans le domaine du logement il s'agit de «normes» (H.L.M. par exemple), de règlements d'urbanisme (gabarits, distances, ouvertures), de prix limites (plan financier), de plans types, surfaces fixées (par la loi, les investisseurs: assurances, banques, privés...), modèles (logements, écoles, hôpitaux, etc.).

L'architecte consciencieux de son métier voudra, partant de là, éviter la monotonie (de ce fonctionnalisme), et soigner le détail, la chromie, les matériaux, l'aménagement des abords... mais demeurera dans le formalisme. Sa principale préoccupation est la satisfaction quantitative des fonctions, c'est-à-dire du programme du client qui n'est bien souvent pas le véritable usager avec qui l'architecte n'a aucun contact. La rentabilité et le profit restent les «fonctions» essentielles. La demande est toujours traduite au sens de l'économie, c'est-à-dire en nombre d'unités quantifiables caractérisant le produit. La typologie est toujours définie par les valeurs anciennes: le coût, les propriétés techniques et constructives, et l'esthétique de façade... La satisfaction de la demande échappe toujours dans sa genèse (conception du projet) à la volonté des classes d'usagers, et maintient des modes de vie stéréotypés, des activités et relations standardisées entre usagers qui sont ainsi toujours axés à travers le standing et la promotion sociale vers les modèles culturels architecturaux des classes supérieures. A des besoins typifiés répondent toujours des solutions typifiées. La profession se bornant à ces limites formalistes et technicistes et ne pouvant assurer «l'harmonisation» urbaine souhaitée dans le passé par les CIAM, par son indifférence envers les rapports sociaux économiques «réels», cautionne les crises urbaines (logement, équipement, transports, pollution...).

Situation de la profession: organisation de la profession découlant du dernier demi-siècle

Comme nous l'avons vu dès le XIX^e siècle, s'opère une division du travail entre spécialistes techniques et spécialistes artistiques: face à l'architecte apparaît un collaborateur et un rival, l'ingénieur qui voit son importance sans cesse grandir avec le développement des techniques de la construction et de l'industrie, ainsi qu'avec la réduction de l'architecture à des problèmes techniques (constructivistes).

Dans le même temps, la profession d'architecte subit une double division du travail technique: par la spécialisation fonctionnelle selon le produit; sociale, à l'intérieur des bureaux par la subdivision hiérarchique des compétences (décisionnaires).

1. Division technique et spécialisation fonctionnelle des bureaux. Elle s'établit soit quantitativement sur la répartition du travail entre les différents types du bureau, les petits bureaux exécutent surtout des petits programmes résiduels – d'une manière parfois

artisanale – (villa, petit locatif). Les grands bureaux s'attachent surtout à de vastes programmes (projet d'urbanisation, grands ensembles, aménagement de territoire); soit alors qualitativement certains bureaux se «spécialisent» dans tel ou tel type de construction (écoles, hôpitaux).

2. Division sociale et subdivision hiérarchique des compétences à l'intérieur d'un bureau. Elle se fait selon les phases et les exigences du processus actuel de projection (esquisse, plan financier, avant-projet, projet, exécution, soumission aux entreprises, direction de chantier, décision). A ces différentes opérations correspond une division du travail entre apprentis, dessinateurs, techniciens, surveillants de chantier, projeteurs, comptables, patrons, architectes.

Ce procès de production de l'objet architectural, dont la division est plus poussée dans les grands bureaux, se fait encore sur l'équilibre des rapports de production traditionnellement basés sur les entités architecte-client-entreprise qui est l'expression d'une réalité issue du XVIII^e siècle.

De plus, dans cette division sociale et technique de la production de l'environnement construit, il ne reste, quant au contenu du mouvement moderne d'une part, que certains éléments architecturaux et typologiques modernes, qui sont devenus l'apanage de l'architecte-artiste, par exemple les façades, les bacs à fleurs, les brise-soleil, d'autre part, certains éléments partiels de psychologie et de sociologie restent intégrés à un certain urbanisme quantitatif, mais leur étude a été confiée à des spécialistes de ces disciplines. Le pouvoir de l'architecte a été ainsi fortement entamé et rares sont les architectes qui parviennent encore à maîtriser la conception de l'ensemble du projet.

Cette double division (technique, sociale) du travail est contrôlée et défendue par des associations corporatistes et syndicales traditionnellement conservatrices, organisées à chaque niveau de la hiérarchie. En Suisse: Fédération des ouvriers du bâtiment (FOBB), Syndicat des employés techniques (SYNTEC), Fédération des architectes suisses (FAS), Société des ingénieurs et architectes (SIA). La corporation coiffant cette hiérarchie, la SIA, édicte, s'inscrivant dans le développement de la typification, normes, règlements, méthodes opératoires, programmes divers qui font force de loi par la coutume. Elle est ainsi à même de défendre et régenter ses intérêts de corporation patronale, et, à cette fin, parfois même devance l'Etat en matière de législation du travail. L'Etat est appelé à intervenir dans l'organisation du procès de production afin d'y rétablir «l'ordre», que lorsque l'équilibre du procès devient précaire.

Tendances de l'évolution économique et réponses de la profession d'architecte

La double division technique et sociale du travail est faite en fonction d'une rentabilité maximum, et, de plus en plus, selon les mêmes lois qui organisent le travail à l'usine (taylorisme); c'est la même rationalité qui actuellement s'impose et transforme les moyens de travail conceptuel et d'exécution de l'architecte. Ainsi il y a une correspondance structurale entre la division du travail

au niveau de la production et l'émiettement du savoir au niveau de la conception. Aussi cette double division se répercute inévitablement sur la qualité des produits finis architecturaux.

Le processus de rationalisation qui s'opère a comme origine l'objectif de maximiser les profits et, à cette fin, d'augmenter la productivité (nombre d'objets produits en un temps donné) et de baisser les coûts de production. La logique de ce processus entraîne, d'une part, à la concentration économique des entreprises et, d'autre part, à l'industrialisation de la production du bâtiment. Afin de favoriser cette évolution économique, sur le plan politique se réalise un mouvement de centralisation étatique. La structure professionnelle de l'architecte subira en conséquence, elle aussi, une profonde mutation.

Concentration:

Opposées à la division technique et sociale de la production du bâtiment en métiers séparés et économiquement «indépendants» (gypcier, ferblantier, menuisier, charpentier, plombier, entreprise de construction, bureau d'architecte, bureau d'ingénieur), apparaissent sur le marché de la construction des «entreprises générales» regroupant et assurant à elles seules toutes les fonctions techniques et financières de la production du bâtiment. (Propriété du sol, maîtrise de l'œuvre, conception de l'objet bâti, réalisation de l'objet bâti, diffusion et promotion de l'objet bâti comme marchandise, etc.) Des exemples de ces concentrations sous forme de trusts, en Suisse: Göhner SA, Zschokke SA, etc. A côté de ces trusts existe une autre forme de concentration, les cartels: il s'agit d'alliances entre entreprises pour fixer les prix et les contingents (quantités) des produits. Par exemple dans les ciments, la chaux, les tuiles, les installations sanitaires, panneaux, etc.

Ces concentrations économiques favorisent la transformation des techniques dans le bâtiment vers une plus grande mécanisation de la production. Cette industrialisation de la production présuppose une standardisation, typification et normalisation du produit architectural, et peut demander la décomposition des produits en éléments préfabriqués (lourds, légers).

En conséquence et pour permettre cette industrialisation, on assiste de la même manière à un changement fondamental des processus de travail dans les bureaux, qui s'oriente vers l'étude de système de conception de construction eux-mêmes normalisés, où chaque intervenant dans le processus du travail n'agit que sur une parcelle du produit global.

Cette évolution, qui tend à se réaliser aujourd'hui, avait déjà été préparée idéologiquement par les CIAM. Gropius qui, en 1919, prônait une sorte de retour à l'artisanat, dans le «Manifeste» du Bauhaus en 1956, écrivait: «Il faut élaborer des bâtiments spécialement conçus pour une production industrielle»; il illustre bien cette évolution¹. Dans le même temps, afin de favoriser cette évolution,

sont créés une série d'organismes étatiques centralisateurs des décisions, tant sur le plan législatif, administratif qu'urbanistique.

Ainsi, en Suisse, l'Etat crée, par exemple, en matière d'aménagement du territoire, l'ORL (Institut pour l'aménagement local, régional et national), qui est chargé d'élaborer les lignes directrices pour l'aménagement du territoire.

Ainsi une commune qui recherche une subvention doit remettre aux autorités cantonales qui les transmettent aux services fédéraux compétents: un plan d'aménagement, un devis, un plan de situation... Les Services fédéraux demandent alors un préavis à l'ORL qui contrôle les documents remis selon les critères suivants: la forme de la demande, la délimitation et plan, la justification de plan, et la qualification des responsables du plan. De plus l'ORL est chargé par la Confédération de «fournir des études prospectives», et d'édicter des «conceptions directrices d'aménagement du territoire national». Ces formes d'intervention ont deux objectifs principaux: régulariser l'emploi et rationaliser les équipements urbains. Ce processus de centralisation équivaut à engendrer un processus de technocratisation aux dépens de la responsabilité et des rapports de forces politiques des collectivités locales. Il accroît la hiérarchisation dans la pyramide décisionnaire et fait croire que les décisions reposent sur une objectivité scientifique, cautionnée par le fait que l'ORL est rattaché au Polytechnicum de Zurich... Comme l'Etat est l'organisation des pouvoirs dominants, la planification du territoire se fait donc directement au service de la planification économique des monopoles. Un autre exemple d'organisme de planification est le Centre d'étude pour la rationalisation du bâtiment (CRB), qui a pour fonction d'élaborer des codes et des normes, sous forme de manuels, qui permettent aux petits et moyens bureaux de se conformer aux exigences d'une production de plus en plus normalisée en vue de l'industrialisation.

Enfin, le rôle du secteur public, qui représente près de 40% des investissements en direction des produits de l'industrie du bâtiment et du génie civil, permet à l'Etat d'utiliser la branche du bâtiment et du génie civil comme instrument de régulation économique conjoncturelle (lutte antisurcharge). Cette intervention est favorisée par la mobilité et la non-qualification de la main-d'œuvre étrangère qui peut être augmentée ou diminuée en fonction de la conjoncture économique.

Ce processus qui s'affirme représente un danger pour la forme libérale de la profession d'architecte, qui se voit perdre son «indépendance» et ses pouvoirs de décision, de coordination et de synthèse, ainsi que ses initiatives, et se limiter à ses «dons» créatifs. Il exige de l'architecte qu'il abandonne son système de valeurs anciennes (foi dans la mission sociale de l'architecte, implications affectives dans les œuvres, prétendu refus de compromis avec l'argent), rendues caduques par les règles nouvelles du marché de la construction. Il exige de l'architecte à statut salarié des capacités d'exécution, de réalisation d'une tâche partielle, d'obéissance et de soumission.

Cependant les modifications en cours ne sont pas encore stabilisées et une partie des professionnels sont dans l'incertitude quant à la délimitation de leur fonction

¹ Cette évolution a notamment pour conséquence, en Suisse, un appauvrissement encore plus grand du produit architectural, puisque, par exemple, il n'existe aucun système industrialisé «ouvert», c'est-à-dire permettant de combiner les éléments préfabriqués de multiples façons. On ne produit donc pas seulement des éléments constructifs types, mais des bâtiments types entiers.

future. Différentes stratégies sont mises en place pour l'emporter dans les décisions de réforme de la profession, dans le sens de son adéquation aux nouvelles conditions économiques, dont les trois principales sont:

1. La recherche d'un changement des conditions d'exercice de la profession (par exemple regroupement entre confrères afin de réduire les frais généraux et mettre en commun les services, ou groupes pluridisciplinaires).
2. La recherche d'un changement du statut juridique de l'architecte pour assurer son insertion dans ce marché; sous forme, par exemple, de simple entrepreneur commercial.
3. Une autre stratégie est celle qui se retourne contre la formation reçue, et qui tente à réaffirmer l'architecte comme «homme de l'art», mais voudrait compenser les retards culturels de l'architecte par rapport aux sociologues, économistes, psychologues, etc. par une formation différente.

Face à l'hétérogénéité des fonctions (pratique, technique, scientifique, artistique), des situations (professions libérales, coopérative, salariat) et des tendances, libérales ou planificatrices, la demande d'une formation différente de l'architecte joue paradoxalement un rôle unificateur au niveau idéologique. En effet les architectes, inquiets quant à l'opportunité d'élever un débat dans leur corps professionnel, sur les buts et les moyens de reconquête d'un pouvoir qui leur échappe, et soucieux de ne pas déclencher un processus qu'ils ne pourraient maîtriser, préfèrent se rabattre sur la formation et tenter d'y développer des programmes qui unifieraient la profession.

Dans ces programmes, la profession demande surtout aux écoles de former des étudiants qui puissent être adaptés aux débouchés, aux marchés (fonctionnalité) et aux formes non définies d'une profession qui n'a pas encore évolué (reconvertibilité). Cette stratégie sur la formation prétend non seulement rattraper le retard culturel de l'architecte, mais aussi jouer un rôle symbolique d'intégration et d'homogénéisation, des différents intervenants dans le processus de production architecturale (dessinateurs, techniciens, architectes, ingénieurs). Ainsi, en Suisse, la SIA, à travers ses «Nouvelles conceptions concernant la structure du Registre professionnel et la réglementation des désignations professionnelles et de l'exercice des professions d'ingénieurs et d'architectes», prétend faire de la formation une institution, dévouée à des critères et objectifs, qui puisse renforcer la profession en la rendant efficace aux diverses planifications du territoire, issues de l'évolution économique. A cette fin, la SIA projette de transformer le «REG» en un véritable registre professionnel... seul compétent pour délimiter les conditions permettant l'exercice de la profession à titre indépendant ou impliquant des responsabilités! Pour ce faire, la SIA envisage la collaboration de l'Etat et des écoles afin d'uniformiser la formation des différentes compétences en matière d'architecture. Elle prétend recevoir, de l'Etat et des écoles, l'investiture qui lui donnerait le droit de contrôler la formation pour la création d'un stage, effectué chez les patrons, qui sélectionnerait l'accession aux registres A, B ou C. (Registres définissant les compétences selon l'échelle hiérarchique.)

Jamais les associations professionnelles et patronales ne remettent en cause fondamentalement la fonction de l'architecture et l'importance sociale de cette fonction.

Alors que la modification des rapports sociaux de production se réalise (par exemple, évolution de l'architecte vers le salariat), et comme la profession libérale cadre mal avec les nouvelles exigences planificatrices, l'unique réponse de la SIA est de revendiquer le contrôle pour «la protection du public contre tous ceux qui ne veulent pas ou ne sont pas en mesure de faire la preuve de leur capacité»...

Les architectes et ingénieurs de cette association se révèlent en fait incapables de faire le diagnostic sur leur situation dans les rapports sociaux de production, d'une part, et, d'autre part, font tout pour «protéger» leur propre corporation.

Mais les crises du logement, de la ville et des rapports sociaux de production urbains, continuent, et, si les tenants de la planification n'y répondent pas du tout qualitativement, les associations d'architectes, elles, n'y répondent pas du tout!...

Quant aux classes d'usagers, elles sont de plus en plus écartées des possibilités de décider de leur propre cadre et mode de vie.

Structuration des institutions didactiques

Dans l'histoire, ceux qui se sont appropriés les connaissances nécessaires à dominer privativement la production sont apparus avec la spécialisation entre celui qui sait et celui qui ne sait pas, entre dominant et dominé.

Or actuellement, en architecture, s'il y a une crise c'est parce que les classes dominantes ne savent plus comment dominer les villes croissantes (il y a des cités satellites aussi bien à Moscou, New York, que Pékin), sans utiliser la répression violente contre les classes dominées, et donc sans nuire à la croissance de la productivité nécessaire à la croissance industrielle, garante de leur pouvoir d'annihiler les masses.

Nous allons, dans la suite de notre exposé, tenter d'expliquer comment une classe, la bureaucratie (une de ses composantes étant la technocratie), a pu s'approprier les connaissances nécessaires pour dominer l'ensemble de la production.

Cette explication nous permettra, ensuite, de comprendre les rapports entre groupes et institutions sociales, la situation des interventions pédagogiques dans ses rapports, le caractère bureaucratique de celles-ci.

Puis, par opposition, nous exposerons les fondements d'une didactique (enseignement) non directive dans la dynamique des groupes. Nous passerons alors à l'exposé de notre compréhension des structures didactiques «non directives» de l'Ecole d'architecture de Genève, quant à leurs fondements systématiques et à leurs qualités. Enfin nous essayerons de décrire la situation actuelle de l'EAUG (après deux ans d'expérience de ces structures didactiques), à travers une explicitation des contradictions face au contexte et dans la dialectique interne à l'école.

Nous proposerons ensuite une hypothèse de dépassement possible de ces contradictions.

Nous terminerons notre exposé par une description sommaire et lexicale de quelques enseignements et recherches que nous estimons fondamentaux dans le développement de l'EAUG.

La bureaucratie comme organisation de la séparation

Dans l'histoire passée et présente, dès qu'une société s'organise, certaines classes sociales cessent de participer aux décisions importantes et découvrent qu'elles sont séparées des différents systèmes de pouvoir.

C'est sur cette séparation que se fonde notamment le mode de production capitaliste. Il pénètre ainsi toutes les dimensions de l'existence, et, même, de l'existence intime: les petits groupes de la vie quotidienne sont surdéterminés par cette organisation de la séparation. Le plus haut degré de cette séparation se réalise actuellement dans la société néo-bureaucratique.

Ce mouvement de bureaucratisation a son origine dans l'histoire et il se modifie avec l'histoire:

Au XIX^e siècle, à l'aube de la société industrielle et capitaliste, l'organisation du travail et des travailleurs est encore fondée sur les métiers et cela malgré le développement du travail parcellaire. Aussi des ouvriers professionnels organisent-ils des syndicats et développent-ils des revendications de gestion directe de la production. Dans ces organisations le problème de la bureaucratie ne se pose pas encore explicitement, mais le prolétariat du XIX^e siècle, dans son ensemble, n'est pas «représenté» par des organisations de masse.

A partir du début de notre siècle, les grandes entreprises industrielles se bureaucratisent. Les doctrines de l'organisation (taylorisme) expriment et justifient cette bureaucratisation. L'acte de travail est bureaucratisé par le taylorisme: le mouvement des gestes producteurs est calculé, mesuré, décidé, et non pas par les travailleurs eux-mêmes, mais par d'autres, dans des bureaux d'études. C'est l'aliénation poussée à ses plus extrêmes limites: la séparation est partout. De même, les organisations des travailleurs sont l'image contraire et complémentaire des bureaucrates de la production. L'ouvrier parcellaire délègue tous pouvoirs de le défendre, de le représenter, de parler en son nom, à des «porte-parole», à des délégués qui sont ses «permanents», sa bureaucratie. Les décisions de lutte se prennent dans des «appareils» qui échappent au contrôle de ceux qui les ont élus.

Le stade historique suivant de la bureaucratisation se réalise dans le néo-capitalisme actuel. Il a des bases technologiques, il est porté par la modernisation des techniques, le développement de l'automatisation et les transformations de l'industrie moderne (chimie, électronique, etc.). Ce degré de bureaucratisation se coordonne avec les transformations économiques du néo-capitalisme, de la composition du capital (rapports planifiés entre capital constant et capital variable et donc entre production et consommation). Apparaît aussi une nouvelle classe ouvrière qui modifie les stratégies syndicales. Sa bureaucratie gestionnaire perd de sa rigidité, elle est en partie capable de récupérer les déviants, de rechercher la participation, de gérer les changements. Mais ce n'est pas là une démocratie directe, une autogestion véritablement

collective. En conséquence, dans les syndicats de nouveau style l'existence de fractions oppositionnelles tend à disparaître, au profit de conflits pour le pouvoir à l'intérieur des «appareils» bureaucratiques.

Pour la clarté de notre exposé, nous allons, à ce point de notre démarche, tenter d'explicitier une hypothèse quant aux fondements et caractéristiques de la bureaucratie.

Tout d'abord, par opposition à la corporation: «La corporation est la tentative de la société civile de devenir Etat; la bureaucratie est l'Etat qui s'est réellement transformé en société civile» (Marx, *Le Capital*). La relation entre corporation et bureaucratie est donc conflictuelle.

Puis, dans les conditions de formation d'organisation bureaucratique: un groupe de fonctionnaires est classé bureaucratique lorsque, dans le passage de la division technique à la division sociale du travail, il s'approprie à lui seul les tâches d'organisation, de régulation et d'innovation du travail. Par ce moyen, il parvient à exploiter les travailleurs en leur enlevant la plus-value produite par leur travail. La bureaucratie est donc une forme d'organisation privative de la production par une classe.

«Il s'agit d'une classe en bloc qui en exploite une autre, en correspondance avec la propriété de classe et qui, ensuite, passe par des voies intérieures à la distribution entre ses membres par le moyen de son Etat... la force de travail n'est plus achetée par des capitalistes, mais monopolisée par un seul maître, l'Etat» (Bruno Rizzi, *La Bureaucratisation du Monde*).

Puis nous expliciterons notre hypothèse dans l'implication de l'adaptation du mode de vie, de travail, et, en conséquence, de la conscience, aux présuppositions du mode d'organisation bureaucratique de l'économie: «la rationalisation formelle du Droit, de l'Etat, de l'Administration, implique objectivement et réellement une semblable décomposition de toutes les fonctions sociales en leurs éléments, une semblable recherche des lois rationnelles et formelles régissant ces systèmes partiels, séparés les uns des autres avec exactitude et, par suite, implique subjectivement dans la conscience des répercussions semblables, dues à la séparation du travail et des besoins individuels de celui qui l'accomplit» (Lukacs, *Histoire et Conscience de Classe*).

Nous pouvons ainsi donner quelques caractéristiques de la société bureaucratique:

Les besoins des producteurs sont considérés au sens économique (quantifiables) et font l'objet d'une manipulation (presque) totale. L'irresponsabilité sociale y devient un trait fondamental du comportement humain. Dans la bureaucratisation de la société, l'évolution de l'espace urbain et de l'habitat tend à annihiler la collectivité locale comme cadre de socialisation et support matériel des rapports sociaux de production. Ainsi, de manière générale, la constitution d'une classe bureaucratique se révèle dans sa tendance à l'homogénéisation et à l'achèvement de l'organisation sociale. A cette fin, le pouvoir bureaucratique se fonde sur des idéologies réifiées, elles-mêmes fondées sur de fausses identifications figées dans le temps (amalgames). De cette manière, les bureaucrates aliènent fondamentalement les producteurs en leur enlevant le pouvoir de décider, l'initiative, la communication et la responsabilité de leurs actes. En résumé, le pouvoir de la bureaucratie consiste à faire travailler, puis à orien-

ter, à manipuler les informations, à décider, à planifier. Nous pouvons déduire de ces hypothèses que la possibilité du déclin du pouvoir bureaucratique est subordonnée aux formes de la société, de l'économie, de l'organisation du travail, à la division du travail.

«Pédagogie» bureaucratique

Or, par le fait même de cette division du travail, le pouvoir bureaucratique s'appuie sur une certaine «pédagogie». La structure de cette pédagogie a deux étages; au sommet règnent ceux qui possèdent le savoir, à la base résident ceux qui sont tenus dans l'ignorance et qui ne participent pas aux décisions politiques, parce que laissés pour compte d'immaturs politiques. Ainsi, pour la bureaucratie, le savoir et le savoir-faire ne peuvent venir d'en bas; la stratégie d'ensemble est élaborée au sommet. Cette pédagogie développe le conformisme, les comportements suivistes de soumission aux leaders et d'assimilation des idéologies.

Il s'ensuit comme conséquences immédiates que pour le «pédagogue» bureaucrate la «réussite» de l'enseigné est sa «propre réussite»; il doit, en effet, prouver qu'il remplit bien la fonction qu'on lui a confiée, sur laquelle repose sa propre sécurité: la stabilité sociale garante de la stabilité bureaucratique. De même, la non-«réussite» de l'enseigné est considérée (même inconsciemment) par ce «pédagogue» comme sa propre déchéance par personne interposée: le père, auquel il s'identifie comme «pédagogue», ne peut accepter, dans l'échec, de nier sa fonction et son statut; l'identification à l'égard de l'enseigné signifie une angoisse du père «pédagogue» à l'égard de lui-même, camouflée en angoisse à l'égard d'un enseigné-enfant. Nous pouvons ainsi conclure que le déclin du pouvoir démocratique est, entre autres, subordonné au déclin de la division du travail enseignant angoissé – enseignant angoissant...

Mais l'architecte ne développe-t-il pas, lui-même, des relations de celui qui sait (enseignant) à celui qui ne sait pas (enseigné), dans sa production des espaces urbains? Et ses relations ne sont-elles pas du genre de celles décrites au sujet du «pédagogue» bureaucrate?

Nous rappelons ici, à la réflexion, l'assertion de M. Le Corbusier, donnée précédemment dans notre texte:

«Le monde a besoin d'harmonie et de se faire guider par des harmoniseurs, c'est ainsi que le troupeau se trouve conduit...»

L'institution et la dynamique des groupes

A ce stade du développement de notre hypothèse sur la bureaucratie, nous sommes amenés à analyser ce qu'est l'institution, puisqu'elle est l'objet d'appropriation par celui qui désire le pouvoir.

«Les structures sociales inconscientes organisent les relations sociales concrètes, établissent des échanges, déterminent les prescriptions, les interdits... L'universalité du complexe d'Œdipe signifie que, dans le vécu individuel, la structure universelle de l'institution parenté est présente. Notre inconscient est institué» (Lapassade, *Groupes, Organisations et Institutions*).

La genèse de l'inconscient social peut donc impliquer certains refoulements sociaux, par exemple tels que celui

de la censure bureaucratique de la communication dans un groupe social.

Mais l'institution sociale ne se situe pas seulement au niveau inconscient, elle est objectivée et explicitée dans des règles, des normes, etc. Par exemple, l'école est une institution sociale, elle est régie par des normes. L'intervention d'un enseignant sur un enseigné s'y situe donc toujours dans le cadre institutionnel.

L'organisation de la société (organisation politique, organisation de la production, etc.) se traduit dans le groupe social aux niveaux conscient et inconscient, par la médiation du vécu du groupe qui est lui-même d'ordre structurant, instituant.

Les institutions, comme les groupes, ne sont jamais closes sur elles-mêmes; une institution, par exemple l'école, communique nécessairement avec d'autres institutions, par exemple le Parlement, avec lesquelles elle coopère ou entre en conflit. Ainsi donc un groupe, ou une institution, ne peut jamais être homogène et par sa pratique même se situe directement en opposition à l'organisation bureaucratique des rapports sociaux.

Le sens des rapports sociaux est dans l'histoire, dans l'inachèvement. Le groupe social est une totalisation en cours qui n'est jamais actualisée. Dans cette perspective, la dynamique des groupes est la dynamique de la désaliénation, le projet de l'autogestion sociale. Tout groupe est susceptible d'autorégulation (par opposition à l'extériorité bureaucratique), et donc capable de se libérer de la méconnaissance, de la fausse conscience, des idéologies de la domination.

Dans la dynamique des groupes, la parole peut se situer dans le lieu de la pratique, et elle recueille alors la parole du groupe, elle la met en circulation. Mais elle ne le peut que si les différences objectives et réelles entrent en collaboration, aboutissent à un travail commun, c'est-à-dire s'il y a réciprocité des personnes, non hiérarchisation des relations, non directivité.

Mais l'acte architectural lui-même, admet-il cette réciprocité? Rappelons à ce stade de notre démarche l'affirmation de F. Choay: «L'architecte urbaniste monologue ou harangue, l'habitant est *forcé* d'écouter, *sans toujours comprendre...*»

Dynamique des groupes et didactique non directive

Comme nous venons de le voir, le rapport entre le groupe et les institutions dans une perspective non bureaucratique (non directive), implique une autorégulation par le groupe de ses propres rapports sociaux de production. Le groupe avant de travailler se travaille lui-même. A cette fin, dans la production des connaissances, par exemple, le but reconnu par le groupe sont aussi ceux des enseignés et non pas les seuls buts des enseignants. Ainsi l'enseignant non bureaucratique (non directif) est celui qui laisse la possibilité au groupe de s'autoformer, de développer une activité instituante, de structurer lui-même les démarches internes de sa recherche.

Les seules connaissances qui puissent modifier le comportement d'un individu, sans l'aliéner, sont celles qu'il découvre lui-même. C'est pourquoi la connaissance est connaissance inachevée, liée à des situations sociales perçues comme problèmes.

D'autre part, le professeur, s'il veut abandonner sa pratique de bureaucrate, et devenir non directif, doit détruire lui-même sa propre autorité instituée, se nier lui-même comme bureaucrate, car il reste, de par l'institution externe, explicite, lié à son statut de bureaucrate.

De même l'architecte qui voudrait insérer sa pratique dans des rapports sociaux de production non directifs devra détruire lui-même sa propre autorité, se nier en tant que technocrate... Cela est une condition nécessaire s'il veut tenter de prendre part au dépassement de l'analphabetisme dans lequel sont maintenues certaines classes d'usagers, s'il agit dans l'alternative du déclin de l'extérogestion des groupes (du bureaucratisme), qui a provoqué la typification historique des comportements sociaux.

«Critiquer les illusions d'homogénéisation, de typification des groupes, c'est attaquer directement la directivité «pédagogique», et, par là, les structures qui font de notre société une société bureaucratisée, l'organisation de la séparation entre dirigeants et exécutants.» (Lapassade, *Groupes, Organisations, Institutions*.) C'est dans ce sens que nous envisageons notre intervention et l'hypothèse selon laquelle il est possible de faire émerger les rapports sociaux de production de l'espace urbain aussi bien dans la théorie que dans la pratique architecturale.

Quelques réflexions théoriques sur les structures didactiques de l'EAUG

Les structures institutionnelles mises en place dès l'automne 1971 ne sont pas à comprendre d'une manière positive ou idéaliste, mais il est nécessaire, pour les comprendre, de les envisager dans leurs relations dialectiques (dans la dialectique, à l'opposition thèse-antithèse, l'histoire objective des synthèses), et de les étudier notamment dans leurs relations avec: l'état actuel des connaissances en architecture, les possibilités socio-économiques de dépassement des contraires, les possibilités institutionnelles de ce dépassement, les blocages (conditionnement, complexes, ignorances) socio-psychologiques des individus par rapport aux groupes institutionnels et aux groupes informels, affectifs, patriarcaux ou corporatistes (de «politicards», d'«architectocrates», d'intellectuels) qui, privilégiant un aspect de la réalité afin de la dominer, tendent à reproduire les structures nécessaires à leur domination.

Ainsi l'écart entre ce qui était posé par les structures institutionnelles de l'école et la réalité de leur usage découle des relations dialectiques énoncées notamment ici. Aussi est-il possible d'assumer ces structures, non pas dans la visée d'une nouvelle conformité, mais d'abord dans le dépassement des structures institutionnelles précédentes (avant mai 1971), dépassement des structures sur lesquelles s'appuyaient ceux qui avaient le pouvoir à l'école, surtout les «chefs d'atelier».

Puis il est possible de prendre comme éléments de référence ces structures pour situer les décalages, leurs qualités, leurs motifs, leurs sens relativement aux objectifs de ceux qui les produisent ou les reproduisent.

Enfin, il est possible de mettre ces structures, qui sont parties du champ théorique, en relation avec la pratique, afin de rechercher des synthèses aux contradictions, cela évidemment relativement au développement historique

réel, qui est la globalité dans laquelle se développent ces contradictions.

Or, ces contradictions étant les produits objectifs des forces subjectives, il découle qu'elles ne peuvent mener à des synthèses que relativement aussi à ces forces subjectives (attitudes, intérêts, opinions, désirs). Cela donc avec le développement historique peut remettre en cause aussi bien les structures (champ théorique) que les forces subjectives (champ pratique).

Nous avons considéré jusqu'ici dans notre réflexion surtout les structures dans leurs systèmes. Il est aussi nécessaire d'aborder leurs *propriétés qualitatives*. Nous le ferons sur quelques points en comparant les structures de l'EAUG de 1968 à 1971, et les structures actuelles.

Structures de décisions sur le contenu du travail: jusqu'à 1971, les décisions sur le contenu des travaux réalisés par les étudiants étaient prises par les professeurs. L'école était coupée en deux: ateliers d'architecture-cours théoriques. Ces deux dimensions de la pratique de l'étudiant étaient sans (ou presque) relations possibles. D'une part, on s'aliénait les théories que l'on ne réalisait jamais concrètement; d'autre part, on pratiquait une «architecture» que l'on ne comprenait pas (ou peu). Ceux qui, après l'assemblée générale de mai 1968, avaient «repris l'école en main» n'avaient fait que prolonger à leur avantage la structure hiérarchique «beaux-arts» qui les avait précédés et produits. Ils s'étaient «donnés les conditions» de leurs objectifs, ils s'étaient fait nommer par les autorités politiques «chefs d'atelier» et prétendaient par les mêmes moyens que leurs prédécesseurs arriver à d'autres fins...

Depuis l'automne 1972, avec quelques participants actifs à l'assemblée générale nous avons, vu l'expérience déjà passée de l'après 1968, décidé de réaliser ce que nous avions compris: pour arriver à d'autres fins, il faut d'autres moyens.

Par la recherche de nouvelles structures, nous appuyant à la fois sur notre vécu d'assemblée générale et notre vécu passé d'étudiants et d'enseignants, nous avons essayé de trouver des moyens correspondant à nos options sur l'architecture et son enseignement.

Le fond de ce que nous avons réalisé est de définir institutionnellement à l'étudiant un droit (champ superstructurel) de décider de sa vie, et donc de ses études, de la nature des connaissances qu'il veut produire et des personnes avec lesquelles il veut vivre et donc travailler, des objectifs et des désirs de faire sa vie.

Ainsi les structures de décision sur le contenu du travail que nous avons contribué à instituer à l'école sont, concernant les recherches et le contenu des travaux de l'étudiant, les groupes de recherche, comprenant enseignants et enseignés dans un rapport dialectique; toutes les formes d'enseignement utiles aux recherches étant considérées comme complémentaires et au service des groupes de recherche.

Nous pensons par là avoir induit le dépassement à l'école de la spécialisation des moments du travail (et des enseignants): spécialisation qui opérait auparavant à l'intérieur de l'école une dichotomie entre travail théorique et travail pratique; spécialisation qui reproduisait d'une manière cyclique et pour chaque étudiant la division sociale du travail. Ainsi la technique de construction

était par idéologie paradoxalement considérée comme une «matière» théorique, alors que la réflexion sur un projet était considérée comme une «matière» pratique.

A cette dichotomie, nous avons opposé une pratique de la matière à une théorie matérialiste: à la division du travail social, nous entendons opposer une socialisation du travail individuel.

Nous pensons que, l'architecture faisant partie de la division du travail, notre travail, sur la base institutionnelle acquise à l'EAUG, est dans notre situation, rechercher comment socialiser le processus architectural, non seulement entre ceux qui, actuellement, produisent le domaine bâti, sans en décider la globalité du projet (social et architectural), mais surtout avec ceux qui le vivent comme instrument et projection de leurs désirs aliénés. Ainsi, nous tentons de restituer dans les rapports sociaux de production le projet global.

C'est dans ce sens que nous nous proposons d'étudier les relations interpersonnelles dans le travail d'architecture, c'est-à-dire face au projet qu'elles conditionnent, et face aux institutions qui les conditionnent.

Nous pourrions alors rechercher plus spécifiquement dans l'architecture comment interviennent ces relations didactiques entre celui qui sait et celui qui ne sait pas; comment et qui prend les décisions. Nous introduirons ainsi l'étude des relations didactiques dans l'étude des relations politiques en architecture. S'il est évident que les structures institutionnelles, par exemple, ne sont pas les mêmes pour l'école et les unités de production (bureaux, agences, administration), il est non moins évident que l'école produit des connaissances par le travail même de ceux qui seront dans ces unités de production.

Or, le développement des connaissances a sa propre autonomie relativement au développement socio-économique. Nous posons donc, à ce point de notre démarche, la question: quelles connaissances architecturales produire, et comment les produire? Et de ce point de notre démarche cette question peut comprendre l'hypothèse que la recherche de possibles théoriques en architecture est liée aux possibles historiques de transformation des rapports sociaux.

Situation actuelle de l'EAUG

Critique des contradictions présentes

Contexte

Architectes-architectures (résumé): Si les architectes ne se sont jamais (ou presque) préoccupés de développer une connaissance théorique de l'architecture, mais par contre se sont toujours efforcés d'obtenir les privilèges qui leur permettent de réifier soit leurs propres phantasmes (projets intuitifs), soit de généraliser la réification des relations sociales (urbanisme comme pouvoir de parcellisation galopante des rapports sociaux), les architectes se sont donc encore moins «attardés» à penser l'architecture dans l'interrelation entre la manière dont elle est pensée, et l'espace qu'elle produit, puisque la réification de cet espace leur laissait entrevoir, comme privilège, leur bonne conscience d'être objets, qui tire de l'immédiateté du profit un nouveau portrait robot du bonheur.

Dans ce sens, parvenir à être sujet à soi-même est un défi à l'architecture puisqu'elle est réifiante.

Université – Etat

Dans sa longue histoire, l'Université a souvent oscillé de lieu du projet de dépassement (ainsi des Goliards du Moyen Age, dans le mouvement communal, aux «enragés» de 68, dans le mouvement des occupations), à lieu dominé par le pouvoir (des bulles papales aux décrets ministériels), assurant objectivement au pouvoir marchand la récupération des théories qui le contestent, par la réduction de la connaissance à une connaissance privée, dans le fétichisme de l'idée et de la méthode privée, image aliénée de la pensée humaine.

La fonction de l'Etat dans le développement de l'Université a toujours été de la réguler dans son opposition cyclique au pouvoir marchand (au Moyen Age déjà, l'Université de Paris s'attaquait à la rente foncière urbaine en contestant les loyers, ou au surprofit spéculatif, en fixant les prix de vente des biens), en la forçant à délaissier le pouvoir de la connaissance pour la connaissance du pouvoir.

Dialectique interne, didactique-politique

L'Ecole d'architecture, comme toute institution, est conçue par le pouvoir comme un ensemble légalement structuré contrôlable.

Or, l'autonomie relative, conquise au cours des grèves, et confirmée dans la formule du «règlement»: «Assurer un rapport dialectique entre enseignants et enseignés les amenant à une pratique didactique de groupe non directive», a révélé et développé des contradictions internes latentes qui annihilaient et cachaient les limites légales de la non-autonomie de l'école précédant l'été 1971.

Dans une telle perspective, la forme même de la recherche historique (la recherche de la recherche) devient un acte révolutionnaire élémentaire, et elle seule peut garantir le dépassement de l'identification idéologique et historique de la science aux pouvoirs dominants (identification où l'on prétend soit à une neutralité de la science, soit à une non-neutralité seulement parce que neutralité dirigée).

C'est dans ce sens que la dialectique d'une pratique de groupe non directive est opposée à la centralité élitare et hiérarchique (dirigeants-exécutants-masses).

Contexte, organisation-décisions, et hypothèse de dépassement des contradictions présentes

Précisément parce que l'organisation n'est pas tout et ne permet pas de tout sauver, ou de tout gagner, elle est indispensable.

Or, toute personne qui, par le moyen d'une organisation, tire des décisions sur autrui, soit d'elle-même, soit d'une autorité hiérarchisée (soit aussi la personne qui ne veut pas participer à une décision et à son exécution), induit et/ou reproduit le pouvoir hiérarchique dans cette organisation.

Il serait donc nécessaire (comme ont été déjà introduites des structures didactiques, pour ce qui est du rapport enseignant-enseigné), de constituer aussi des structures qui permettent à l'ensemble des personnes de l'école, (enseignants, étudiants et personnel administratif com-

pris), de participer aux décisions de gestion administrative; c'est-à-dire constituer les structures d'un conseil d'école.

L'organisation de ce conseil pourrait reposer sur des structures dont les caractéristiques principales seraient:

- de permettre un changement ininterrompu et autogéré;
- que l'autogestion soit effective et non pas remise à des «représentants» de l'ensemble;
- que, dans ce sens, s'il est besoin de délégués, ceux-ci soient révocables par décision du conseil;
- que, dans ce sens, s'il est besoin de délégués, ceux-ci ne fonctionnent que selon mandat du conseil (mandat détaillé quant à sa forme et à son contenu);
- que, s'il est besoin de délégués, leur fonction soit principalement de permettre au conseil lui-même de se coordonner avec d'autres conseils et de contrôler lui-même l'administration;
- que le conseil tende à l'unification pratique des différents domaines de la théorie;
- que le conseil tende à la cohérence de sa théorie et de sa pratique critique par synthèse et non par exclusion des termes d'une contradiction.

Il est certain que de telles propositions ne peuvent se réaliser que dans le sens de l'autonomie relative de l'école, d'une part, et, d'autre part, seulement si à l'intérieur de l'école, les tendances stalino-hiérarchiques et leurs épigones gauchistes (et leurs contraires droitistes), sont banalisées par la conscience commune de leur terrorisme, et de leur dimension historique.

De plus, il va de soi que la constitution de ce conseil repose sur l'hypothèse que chacun en décide et en admette la structure. Sinon le conseil serait un piège et permettrait à l'une ou l'autre de ces tendances d'établir son hégémonie par une psychologie fascisante de la masse.

Contenus des recherches et enseignements à l'EAUG

Trois hypothèses de la recherche architecturale

Face au développement de la ville industrielle et des doctrines architecturales et urbanistiques qui s'y rapportent et qui en vain ont tenté de corriger les «erreurs et malformations de la ville», face à la crise aiguë de l'architecture et de la profession d'architecte aujourd'hui, nous affirmons que l'EAUG assume les crises de l'architecture et de la profession et leurs effets dans l'enseignement.

L'EAUG élabore actuellement des recherches fondamentales issues de la critique de son expérience passée. Dans ce sens, elle tente de parvenir à une compréhension du phénomène architectural et à une définition, résidant sur une base théorique, de modes d'intervention nouveaux. Pour ce faire elle a acquis une structure didactique en complète rupture avec les formes pédagogiques bureaucratiques.

Ses recherches sont réalisées dans deux dimensions: d'une part dans l'enseignement des «unités didactiques» regroupant plusieurs professeurs et collaborateurs scientifiques selon leurs affinités politiques, scientifiques, artistiques, et par rapport à un domaine d'investigations

précis en relation avec le domaine bâti (technologie, économie, sémiologie).

D'autre part, des «groupes de recherches» verticaux, c'est-à-dire réunissant des étudiants d'années différentes, ainsi que des professeurs et collaborateurs scientifiques de différentes «unités didactiques», collaborant sur un thème de recherche défini par le groupe qu'ils forment ensemble.

Nous donnerons ici quelques exemples de recherches menées dans l'enseignement des «unités didactiques» et dans les travaux de certains «groupes de recherches».

En ce qui concerne les enseignements des «unités didactiques», nous relevons les thèses développées suivantes:

- La ville et son développement actuel, la métropole comme lieu et moyen d'extraction de la plus-value (architecture/économie).
- L'architecture et l'urbanisme comme «appareil» idéologique d'Etat qui remplissent leur rôle à travers la persuasion et la coercition (architecture et idéologie).
- La crise culturelle de l'architecture aujourd'hui par rapport au mouvement moderne. Le développement de la profession et l'assujettissement de l'architecte aux entreprises générales de construction. Les conditions actuelles (techniques, légales, économiques et sociales) d'exercice de l'architecture (architecture - histoire de l'architecture).
- La place et la spécificité de l'apport de l'architecte F. L. Wright dans le mouvement moderne. L'influence de l'école de Chicago sur les bâtiments administratifs urbains (architecture - histoire de l'architecture).
- Perception et théorie de la forme: vision et illusion, classification et structure physique des formes (architecture - morphologie).
- Rapport dialectique entre urbanisme (urbs) et politique (polis) à travers l'histoire et exemplification (architecture - histoire sociale).
- Forme communication et comportement: le conditionnement psychosociologique par les formes et les signes: définition d'une sémiologie de l'architecture décomposée en «architecture écrite» (livres, revues), «architecture parlée» (discours), «architecture dessinée» (plans), «architecture bâtie» (édifices) (architecture - sémiologie).
- Production traditionnelle du bâtiment (architecture/construction) et production industrielle de l'objet bâti (architecture/industrialisation) en rapport avec la consommation de l'espace (sociologie, anthropologie de l'espace).

D'autres recherches, droit et déontologie, instrumentologie et design, aménagement du territoire et mapping, etc. sont effectuées. L'EAUG cherche d'autre part à élargir son champ de recherches en collaborant avec d'autres facultés (médecine, physiologie, anthropologie) et institut (psychologie, etc.).

Dans les groupes de recherche, les travaux se font dans les orientations suivantes, en relation directe avec les différents enseignements didactiques considérés comme complémentaires à la recherche:

- Etude du processus de projection.

Ces recherches s'attachent moins à l'analyse du projet en tant que produit fini qu'à l'étude du processus d'élaboration du projet lui-même. Le projet n'est pas pris au sens académique (formalisme type beaux-arts), ni au sens technocratique (fonctionnalité technique et financière à la production telle quelle), mais il est considéré comme un instrument de connaissance – de la réalité économique et sociale dans laquelle il s'insère et de sa structuration morphologique fonctionnelle et technique et un instrument d'action, à partir de la formulation d'hypothèses critiques vis-à-vis de la production et de ses modèles (hypothèses critiques que la projection cherche précisément à vérifier).

Actuellement, un grand nombre d'étudiants ont choisi comme champ de recherche l'école.

– Etude du rapport architecture-idéologie.

Ces recherches examinent le problème de l'idéologie. Elles définissent l'architecture comme un «appareil» producteur et diffuseur de l'idéologie dominante, au même titre que les institutions sociales politiques et culturelles. Elles choisissent comme champ d'investigation des moments précis: celui du fascisme et du stalinisme, le passage de la social-démocratie de Weimar au Troisième Reich et la régression de l'architecture moderne (tendance rationaliste du Bauhaus) à l'architecture monumentale nazie, l'URSS après la Révolution d'octobre et le passage au stalinisme qui s'affirme culturellement par le nouveau réalisme socialiste et l'anéantissement de l'avant-garde russe, l'Italie de 1900 à 1942 est le passage des théories d'avant-garde (futurisme) à l'architecture fasciste mussolinienne. D'autres études sont développées dans la même optique sur les théories et pratiques du mouvement artistique en France de 1917 à 1944. D'autres recherches enfin sont menées dans cette optique sur le développement de l'habitation et de sa typologie en relation avec l'évolution de la famille et de l'idéologie qui la sous-tend.

– Etudes critiques des modèles, recherches théoriques et méthodologiques: à partir d'une série d'études critiques des modèles d'habitat existants, des recherches sont menées sur l'appropriation et l'utilisation de l'habitat et de l'espace urbain.

Des recherches sur une combinatoire applicable aux espaces habitables, sur des systèmes d'habitat, sur des structures constructives et leur transformation possible, sur de nouvelles méthodes de lecture et d'analyse urbaine (sémiologie cartographique, mapping).

– Etudes sur des problèmes architecturaux concrets à travers le traitement de cas réels.

Certains étudiants participent à des concours d'architecture et d'urbanisme afin de prendre connaissance des conditions concrètes dans lesquelles se déroule la production de l'espace bâti. Ce type de travail peut aboutir à la critique des programmes de concours, ou à la conception de contreprojet.

Un autre groupe se penche sur une opération de rénovation urbaine, afin de comprendre la manipulation par les forces économiques de l'espace de la ville.

Un autre groupe, enfin, mène une étude sur le cas d'un

village en relation avec le développement de l'agglomération.

Une recherche est développée, en fonction d'une expérience, sur l'espace carcéral.

- Etude sur les habitations secondaires à espaces restreints (HSER). Cette étude est localisée sur un champ d'investigation, un ensemble auto-construit à Yverdon. Elle essaie de définir une méthode de recherche propre à l'étude des problèmes de l'habitat et du logement. Il s'agit d'une étude à caractère éthologique et socio-culturel de certains groupements de constructions dits «sauvages», afin de mettre en relation le «mode d'habiter» et le lieu d'habitation primaire par rapport à ceux de l'habitation secondaire; cela dans le but de déceler les effets ou les nécessités éventuelles de complémentarité.

– Recherche théorique sur les structures spatiales.

Un groupe mène une recherche sur les structures spatiales et tend à établir des modèles structuraux reposant sur trois formes d'espace: physique, mental, social. Pour ce faire, il étudie les structures dans deux moments choisis et considérés comme deux synchronies: la ville du Moyen Age et la ville de la révolution industrielle. Ce travail est effectué sur deux sortes de matériaux pertinents: des documents bibliographiques (livres et écrits d'époque et d'aujourd'hui), et, sur deux types de modèles, empirique et théorique, choisis et constitués, pour la ville médiévale et pour la ville industrielle. Dans chaque moment (synchronie), les composantes économiques, sociales, politiques, technologiques, idéologiques, sémiotiques et morphologiques sont recherchées afin d'analyser la composition structurale de leurs relations dans les trois formes d'espace (physique, mental, social).

Les synthèses de chacune de ces deux synchronies sont ensuite confrontées diachroniquement afin de déceler les lois de transformation et les invariants de l'une à l'autre.

– Autres travaux.

Certains étudiants constituent un rapport critique de stage effectué dans un bureau.

D'autres réfléchissent sur la problématique de la constitution d'un groupe et de l'élaboration d'un thème de recherche dans l'architecture. Ils recherchent des propositions quant à la didactique de l'architecture et à la dynamique des groupes.

Enfin, pour conclure, nous prétendons que si le *développement de la recherche architecturale*, dans toutes les écoles, a été entravé et limité, c'est que *trois hypothèques* au moins l'ont grevé:

- L'hypothèse esthétisante héritée de la Renaissance jusqu'à l'éclectisme, c'est le formalisme encore véhiculé par le mouvement moderne: Le Corbusier à «L'architecture est un fait d'art».
- L'hypothèse techniciste issue du développement des techniques et de la nouvelle rationalité qu'elles imposaient, prétendant résoudre tous les problèmes et semant la confusion entre architecture et construction. L'apologie de l'ingénieur en découle; Olbricht déclarait: «L'ingénieur ne sera pas le destructeur de l'architecture, mais son régénérateur.»

- L'hypothèse marxisante qui fonde un fossé entre expérience urbanistique et action politique, entre progrès architectural et projet social. Elle est, entre autres, une conséquence de l'affirmation d'Engels: «Ce n'est pas la solution de la question du logement qui résout la question sociale, mais bien le contraire.»

Benevolo souligne: «Ainsi, tout en énonçant certains principes fondamentaux pour l'interprétation des expériences de l'époque, la critique marxiste se désintéresse-t-elle de leur application au domaine précis des programmes de construction. Par là, elle s'éloigne, et pour longtemps, de l'aventure urbanistique.» L'urbanisme et l'architecture

deviennent alors une technique neutre au service du pouvoir.

Nous réaffirmons comme conclusion que le dépassement de ces trois hypothèses se réalisera dans l'émergence des rapports sociaux de production des espaces urbains dans la théorie et le projet architectural. Cela ne sera possible que par l'intervention d'une didactique architecturale non directive dans la dynamique des groupes sociaux urbains.

Groupe «anarchitecte»

Du grec ancien: «ana»: de bas en haut;

«arkhein»: commencer, commander;

«tektainein»: engendrer, construire.

Selon les statistiques de l'ONU

La population mondiale (3706 millions) aura doublé dans trente-trois ans

L'«Annuaire démographique des Nations Unies» contient dans son édition de 1971, qui vient d'être publiée, des innovations et un avertissement sérieux. L'innovation la plus importante est l'introduction, pour la première fois, de statistiques chinoises, qui font apparaître Changhai, avec 10 820 000 habitants, comme la ville la plus peuplée du monde. L'avertissement tient au fait que la population du globe a atteint au milieu de 1971, 3706 millions d'âmes, et qu'elle s'est accrue en un an de 74 millions, soit un taux de croissance annuel de 2%. Si ce taux se maintient, la population terrestre doublera d'ici à 2006, soit dans trente-trois ans. Voici, d'après les agences AFP et AP, les principales données de cet annuaire.

Les continents. – Une personne sur deux est Asiatique. La population de l'Asie, avec 2 milliards 104 millions d'âmes, représente en effet 56,7% de la population du globe. L'Afrique compte 354 millions d'habitants (9,5%), l'Amérique du Nord 327 millions (8,8%), l'Amérique du Sud 195 millions (5,3%), l'Europe moins l'URSS 466 millions (12,6%), l'URSS 245 millions (6,6%), l'Océanie 19,5 millions (0,3%).

Les pays les plus peuplés. – La Chine est, avec 787 176 000 habitants, le pays le plus peuplé du monde. Elle est suivie de l'Inde, 550 374 000 habitants; de l'Union soviétique, 245 066 000; des Etats-Unis, 207 006 000; de l'Indonésie, 124 894 000. Le Japon est au septième rang avec 104 661 000, suivi du Brésil, 95 408 000, et de la République fédérale allemande, 59 175 000.

Population en diminution. – La population n'a diminué, de 1963 à 1971, qu'à Berlin-Ouest (qui est passé de 2 177 000 à 2 105 000 habitants), en Allemagne de l'Est (de 16 093 000 à 15 954 000) et à Malte (de 328 000 à 325 000). A Berlin-Ouest, où la mortalité est plus élevée que la natalité, la population a diminué de 9,5% dans la seule année 1970.

Les grandes villes. – Changhai est suivie de Tokyo, avec 8 841 000 habitants; New York, 7 895 000; Pékin, 7 570 000; Londres, 7 379 000 et Moscou, 7 050 000. Cependant, la définition administrative des villes est imprécise. C'est ainsi que, si l'on tient compte de l'agglomération urbaine, c'est celle de New York-New Jersey qui vient en tête avec 16 037 395 habitants. L'agglomération de Buenos Aires a 8 353 000 habitants et celle de Paris 8 197 000.

Urbanisation. – La Belgique est championne du monde pour la proportion de population urbaine, avec 86,8% du total; vient ensuite l'Australie avec 85,5%. Les pays dont la population urbaine dépasse 80% sont la Suède, Israël et l'Uruguay.

Natalité. – Le Swaziland est champion du monde pour le taux de natalité, avec 52,3 ‰, suivi de l'Afghanistan, de l'Angola, du Dahomey, du Liberia, de Madagascar, du Niger, du Pakistan, du Ruanda, de l'Arabie Saoudite, du Togo et du Yémen, où la natalité dépasse aussi 50%. Inversement, la République fédérale allemande a le taux de natalité le plus bas du monde avec 12,8 ‰ (et 9,5 ‰ à Berlin-Ouest). Viennent ensuite le Luxembourg (13 ‰) et la Finlande (13,1 ‰). L'annuaire affirme que, pour l'ensemble du monde, le taux de natalité est en baisse.

Longévité. – La plus faible espérance de vie est celle des hommes du Gabon (25 ans), de Guinée (26 ans), et du Tchad (29 ans).

La Suède est championne du monde pour la longévité tant chez les femmes que chez les hommes: la durée moyenne de la vie d'une Suédoise est de 76,5 ans, celle d'un Suédois de 71,9 ans.

Mortalité infantile. – Le plus bas taux de mortalité infantile est celui de la Suède et des Pays-Bas: 11,1 décès pour 1000 naissances. Viennent ensuite la Finlande, 11,6; le Japon, 12,4; l'Islande, 13,3; la Norvège, 13,8; le Danemark, 14,2, et la France, 14,4. Le taux de mortalité infantile le plus élevé est celui du Liberia: 137 ‰.